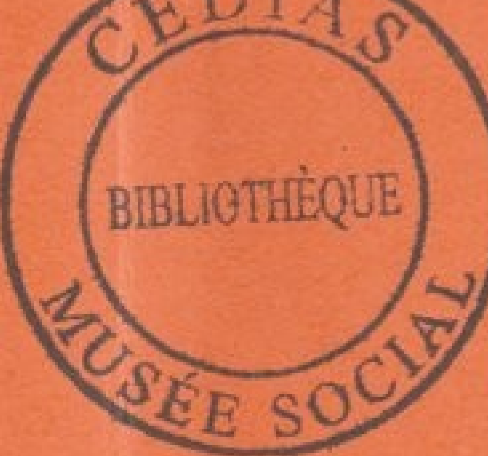
10e année. — N° 174. — 10 Mai 1934. Prix : 2 francs

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :



la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'Eau — PARIS (X^e^)

Conditions d'abonnement

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes (A.-M.)*

Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (X^e^)*

Celle relative à l'administration à *BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris* (x^e^)

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Qu'est-ce que la "déflation" ?

Aux époques de maturité, aux époques « classiques », on cherche à analyser le plus exactement possible les réalités qui se tiennent sous les mots ; aux époques de décadence, comme la nôtre, on passe au contraire son temps à inventer de nouveaux mots, les plus abracadabrants possibles, destinés à tromper sur la nature des faits qu'ils désignent.

C'est ainsi que nous avons vu baptisé « rationalisation » l'art d'accroître le profit par le plus grand esquintement possible de l'ouvrier ; nous avons vu l'émission de fausse monnaie baptisée « inflation », et voici maintenant que la baisse des salaires se cache pudiquement sous l'euphémisme prometteur de « déflation ».

Cependant, maintenant que la politique de « déflation » est entrée définitivement dans la voie des réalisations avec le gouvernement dit d'union « nationale », personne ne peut plus se tromper sur ce qu'il en est : baisse du salaire des fonctionnaires et hausse de la Bourse, telle a été la première mesure de « déflation » ; établissement d'un impôt sur les salaires de 600 francs par mois afin de pouvoir diminuer le taux de l'impôt sur les plus gros revenus, telle est la seconde mesure, qu'on nous annonce, en ce moment même où j'écris. On ne saurait être plus cynique.

Cette nouvelle expérience finira-t-elle par ouvrir les yeux de ceux qui peuvent encore croire à l'existence d'un « intérêt général », à la possibilité de mesures susceptibles de profiter « à tout le monde ». Il n'y a qu'un « gâteau » ; on ne peut augmenter la part des uns qu'en diminuant celle des autres. Diminution de la part du travailleur afin d'augmenter la part du bourgeois, c'est en cela, et en cela seulement, que consiste la « déflation ».

La "déflation" peut-elle mettre fin à la crise ?

Mais la « déflation » ne peut-elle, néanmoins, aider à sortir de la crise ? Autrement dit, la crise peut-elle se résoudre par une aggravation du sort de l'ouvrier ?

D'une manière générale, si on ne tient pas compte des circonstances historiques au moment considéré, oui, sans aucun doute.

La crise, en effet — rappelons-le à nouveau — est due à ce que la classe bourgeoise n'« accumule » plus, ou accumule insuffisamment ; les capitalistes conservent improductive une part de la plus-value produite par le prolétariat ; ils ne la transforment pas en « capital », c'est-à-dire en moyens de productions destinés au progrès et à l'extension de la production par l'exploitation de nouvelles forces ouvrières.

Or, pourquoi le capitaliste garde-t-il improductive une part de ses richesses ? Une seule raison : il craint de ne pas en tirer suffisamment de profit. Pour redonner « confiance » au capitaliste, pour faire qu'il cesse de « thésauriser » et qu'ainsi reprenne la progression de l'activité économique, il faut donc l'assurer d'un profit plus grand. Le Dieu du capitaliste, son seul Dieu, est le profit. C'est pour le profit seul que le capitaliste est capable d'agir. Accroissez le profit, et vous allez le voir se précipiter.

Voilà pourquoi l'accroissement du profit par l'aggravation de l'exploitation de l'ouvrier, la « déflation », est incontestablement un moyen de sortir de la crise, un moyen tout classique, celui par lequel, en fait, le capitalisme est sorti de ses crises antérieures.

Le fascisme aboutissement de la "déflation"

Mais s'il est vrai que par ses caractères purement économiques la crise actuelle ne diffère pas des crises précédentes, elle en diffère au point de vue social par un point très important : le prolétariat a crû en force ; de ce fait, il oppose une plus grande résistance à l'aggravation de son sort. Il en résulte qu'une politique de déflation suffisamment poussée pour pouvoir augmenter d'une façon vraiment substantielle les profits capitalistes, ne peut être poursuivie qu'au moyen de mesures de plus en plus rigoureuses, par des méthodes de plus en plus brutales. Et c'est ainsi que la déflation conduit tout droit au fascisme. Brüning avait commencé la « déflation » ; mais le régime parlementaire, même mitigé des pleins pouvoirs, ne put lui permettre de pousser celle-ci suffisamment ; pour aller plus loin, il fallut recourir à Hitler (1).

Mais le fascisme lui-même n'a pu jusqu'ici pousser la « déflation » suffisamment loin pour sortir de la crise. Il n'y a pas de pays d'Europe, sauf la Russie, où le niveau de vie du travailleur ait été amené aussi bas qu'en Italie. Et pourtant la crise en Italie, loin de s'atténuer, continue à s'aggraver. Sous le paravent des récents décrets sur les loyers et la baisse obligatoire des prix, c'est une nouvelle « déflation », une nouvelle diminution des salaires de famine de l'ouvrier italien — que le correspondant d'un journal bourgeois déclarait pourtant récemment être désormais absolument incompressibles — qui se prépare ; le résultat en est plus que douteux.

En Allemagne également, les salaires ont été considérablement réduits depuis l'avènement d'Hitler ; la situation économique en est si peu améliorée que les nazis sont obligés, pour masquer leur échec, de se livrer à une comédie : obliger au travail forcé des millions de chômeurs — qui ne reçoivent à peu près pas plus pour leur journée de travail que l'indemnité de chômage — et ne plus les compter comme chômeurs... puisqu'ils travaillent ! Mais cela n'empêche pas de constater que les chiffres du commerce extérieur allemand sont en régression, et que pour le com-

(1) Nous avons souvent exposé ici qu'Hitler faisait de l'inflation camouflée. Il n'y a là aucune contradiction. Malgré l'apparence de ces deux mots d'aspect savamment contradictoire, inflation et déflation peuvent en effet parfaitement marcher de pair. Rien ne s'oppose à ce qu'on émette de la fausse monnaie (inflation), en même temps qu'on aggrave les conditions de vie de la classe ouvrière (déflation).

merce intérieur, seules les industries de guerre et celles connexes, sont en progression.

La méthode des pays "démocratiques"

Aussi n'est-il pas étonnant que certains pays aient cherché ailleurs que dans la « déflation », un moyen de sortir de la crise. C'est avant tout dans une redistribution interne de la richesse, à l'intérieur de la bourgeoisie, qu'ils ont recherché une solution. Car ce qui importe pour remettre en marche le mécanisme de l'accumulation, ce n'est pas tant une augmentation du profit de toutes les classes bourgeoises, qu'une augmentation du profit de la partie de la bourgeoisie qui est directement liée à la production : commerçants et industriels. Or un profit supplémentaire peut être assuré à cette « aile marchante » de la bourgeoisie au moyen d'une expropriation partielle de la fraction « stagnante » de la bourgeoisie (les rentiers) par la dépréciation monétaire, selon le mécanisme que nous avons maintes fois exposé : au lieu de la « déflation », l'« inflation ».

C'est dans cette voie que se sont engagés successivement l'Angleterre et son cortège, les Etats-Unis, la Tchécoslovaquie, c'est-à-dire — fait extrêmement caractéristique — presque tous les pays, à l'exception de la France, qui sont restés en dehors du fascisme, qui sont restés jusqu'ici fidèles au vieux libéralisme politique bourgeois. Non point que ces pays n'aient eux aussi pratiqué la baisse des salaires, mais ils ne l'ont fait que dans une mesure modérée et, en quelque sorte, accessoire.

Il n'est pas niable que des résultats aient été ainsi obtenus. Lentement, mais sûrement, l'activité économique de l'Angleterre n'a cessé de croître depuis qu'a commencé la dépréciation de la livre ; plus rapide, à une allure américaine, la production des Etats-Unis a, dans l'ensemble, pour le moins doublé, depuis un an que dure la baisse du dollar ; il n'est pas jusqu'à la Tchécoslovaquie, où la dévaluation de la couronne est cependant toute récente, qui n'ait vu son commerce extérieur faire un bond en avant.

Ainsi, alors que les pays à déflation et à fascisme se traînent encore lamentablement autour des points les plus bas de leur activité économique, les pays à inflation et à Parlement sont en train de remonter à plein la pente.

Le choix de la "France"

Ce n'est qu'après avoir longtemps hésité entre les deux méthodes que le haut capitalisme français a finalement choisi la première, celle de la déflation, celle qui conduit au fascisme.

Y réussira-t-il ?

Tout dépend ici comme ailleurs, de la capacité de résistance de la classe ouvrière. Si Herriot-Tardieu parviennent à réduire l'ouvrier français au niveau de vie de l'ouvrier japonais, idéal et but avoué de M. Reynaud, nul doute que la déflation réussira, nul doute qu'elle amènera un renouveau de l'activité économique française.

Mais cela est-il possible ? La bourgeoisie française est-elle en mesure, même en remplaçant l'Union « nationale » par un quelconque dictateur, d'imposer à ce point sa volonté au prolétariat de ce pays ? — Pour moi, je ne le crois point. L'union sacrée bourgeoise des Finaly et des de Wendel ne parviendra pas à pousser la déflation à un point qui permettrait à l'activité économique de reprendre. Au contraire, alors qu'allégée d'une partie de ses charges fixes par l'inflation, l'industrie des pays inflationnistes et libéraux sera en pleine progression, accaparera les marchés, frappant d'un handicap de plus en plus lourd l'économie française restée stagnante, celle-ci, loin de sortir de la crise, la verra plutôt s'aggraver, l'amélioration de la conjoncture mondiale se faisant plutôt à son détriment qu'en l'entraînant.

Ce sera alors, en présence d'une bourgeoisie désabusée, désabusée par sa propre expérience, l'expérience qu'elle aura elle-même voulue, et poursuivie souverainement, que l'heure du prolétariat français pourra sonner... s'il le veut.

Que la déflation se poursuive, que le gouvernement d'Union bourgeoise dure jusqu'à épuisement total de l'expérience, c'est au fond, ce qui est le mieux pour le moment. Mais à une condition, c'est que cette politique rencontre l'opposition la plus vigoureuse, qu'elle soit dénoncée impitoyablement, combattue par tous les moyens et avec toutes les forces. A cette seule condition, l'échec de la « déflation » à la fois est assuré, et profitera au prolétariat. Mais si au contraire les représentants de la classe ouvrière française devaient prendre à leur compte, si peu que ce soit, la politique de déflation, s'ils imitaient la social-démocratie allemande, acceptant successivement toutes les mesures de Brüning contre le niveau de vie de la classe ouvrière, alors ils porteraient, et à juste titre, aux yeux de tous, la responsabilité de cette politique, et, du même coup, celle de son échec. R. L.

Fascistes jugés par les fascistes

En Allemagne, non seulement il n'existe plus de syndicats, mais les deux grandes conquêtes syndicales des années qui ont suivi la guerre :

l'existence dans toutes les usines de *conseillers ouvriers d'entreprises* élus, ayant un droit de contrôle sur l'embauchage et le débauchage,

la fixation des salaires par des conventions collectives entre le patronat et les syndicats,

ont été également supprimées par Hitler.

Mussolini a agi exactement de même, mais comme le torchon brûle quelque peu actuellement entre les deux frères ennemis, il leur arrive parfois de se dire leurs vérités :

Voici donc ce qu'écrit le *Lavoro Fascista* :

« En ce qui concerne le contraste d'intérêts entre le Capital et le Travail, nous sommes volontiers disposés à reconnaître que l'Allemagne est déjà plus avancée que l'Italie. En effet, le national-socialisme a réussi à supprimer tout contraste entre le Capital et le Travail par un moyen fort simple : il a livré les travailleurs pieds et poings liés aux capitalistes. Celui qui veut s'en convaincre n'a qu'à lire les deux récentes lois qui entrent en vigueur dans le Reich le 1er mai et il verra que les travailleurs allemands n'ont qu'un seul droit, celui d'obéir à leurs employeurs. »

On ne saurait mieux dire !

CÉSARISME OU ANARCHIE

Nous n'aurons pas "notre" Hitler !

Les événements se précipitent ; nous marchons, à une allure accélérée, au choc décisif; la France, déclarait ce pauvre Daladier, est la dernière tranchée de la liberté, dans une Europe qui se *fascistise* — terme barbare pour traduire une chose plus barbare encore — grand train ; la Russie, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche, la *petite* Autriche elle-même, ont leurs dictateurs, de plus ou moins grande taille, et le *nain* Dollfus est à l'image de son petit pays; le socialisme se laisse partout écraser, et souvent, sans même sauver l'honneur, sauf encore dans cette même petite Autriche, déjà nommée, dont les marxistes n'ont pas imité la pleutrerie de leurs *grands frères* allemands; socialistes et communistes rivalisent d'impuissance et d'incapacité et font, les uns et les autres, et ceux-ci autant, sinon plus, que ceux-là, le lit du fascisme; les nôtres vont bientôt être mis, à leur tour, au pied du mur: eux seuls tiennent encore le drapeau de la Révolution dans une Europe décidément contre-révolutionnaire, mais vont-ils, eux aussi, *l'amener* ? Se laisseront-ils écraser ? Peut-on compter sur Blum et sur Cachin pour sauver la liberté révolutionnaire ? En face du péril commun, l'*esprit de parti* et l'*esprit de secte* se tairont-ils et s'effaceront-ils pour consentir à l'*union* nécessaire ? L'émeute du 6 février nous a rendu l'*Union nationale*, c'est-à-dire l'*Union bourgeoise*; c'était son objectif, cet objectif est atteint; en fait de *jeunes*, on a rappelé le brave Doumergue de sa retraite de Tournefeuille, et ce vieux *radical*, devenu plus nationaliste que radical, est chargé, comme naguère Poincaré, de sauver la situation... bourgeoise; les radicaux, pour la troisième fois, comme Saint Pierre, ont renié le Christ, je veux dire la Révolution, et sont rentrés, tels les petits de la sarigue dans la poche maternelle, dans le giron de la bourgeoisie; et le lamentable Herriot, une fois de plus, s'est rangé au chevet de sa mère malade, à côté du cynique Tardieu; le Parlement s'est doucement laissé mettre en veilleuse, d'abord, puis en vacances ; mais qui défendra encore cette institution archi-vieillie et vraiment... inutile ? Nos émeutiers du 6 février n'ont pas réussi à jeter tous nos députés dans la Seine; mais ceux-ci, à moitié morts de peur, se sont évanouis d'eux-mêmes: y eussent-ils été jetés, que le malheur n'aurait pas été bien grand et je suppose que les révolutionnaires n'auraient pas été les y repêcher ! La bourgeoisie se débarrasse de *son* Parlement, et le met au rancart; elle dépose son masque libéral pour montrer son vrai visage, fort bien — mais, pour la Révolution, il est archi-prouvé que le terrain parlementaire est le plus mauvais des terrains : *tout le pouvoir au syndicat* — voilà le mot d'ordre vraiment révolutionnaire, et la question n'est plus de défendre la République bourgeoise et parlementaire, mais de sauvegarder les libertés ouvrières et syndicales, dont le fascisme conspire l'anéantissement ; comme je l'ai écrit souvent moi-même et comme Louzon le rappelait encore dernièrement, il y a deux façons d'être *antiparlementaire*, la façon réactionnaire, celle des fascistes, et la façon révolutionnaire, celle des syndicalistes; qu'on ne nous parle plus de *défense républicaine*, ni de *grève générale politique*; la vraie défense républicaine se fait dans les syndicats, et la vraie grève générale, c'est la grève générale prolétarienne, celle qui soulève tout le prolétariat sur le terrain même de la production, et non celle qui est au service d'un parti politique quelconque — fût-il socialiste ou communiste ! La bourgeoisie refait son union, elle se forme en *faisceau*, à son aise; que la classe ouvrière en fasse donc autant et recrée, elle aussi, son union, non plus dans un parti quelconque, démembrement de l'Etat, mais dans ses syndicats, expression directe de sa vie et de sa puissance; entre la bourgeoisie de plus en plus réactionnaire et le prolétariat, le Parlement avait la prétention d'être une sorte de *terrain neutre*, où les intérêts des uns et des autres pouvaient se concilier ou transiger: chimère! Il n'y a pas de conciliation possible ni de transaction faisable; ce terrain neutre est un terrain fangeux et marécageux, où tout le monde s'enlise; que chacun regagne un terrain solide et ferme, et que la lutte directe s'engage! (1).

Le "patriotisme révolutionnaire"

Les événements se précipitent... Dans une Europe, où se déchaîne l'universelle réaction bourgeoise, la 3e grande réaction depuis 1850, la France, Daladier ne croyait pas si bien dire, reste le seul boulevard de la Liberté, mais cette liberté est terriblement menacée, et ce boulevard sur le point d'être emporté. Le fascisme, qui se prétend une nouveauté et n'est, en réalité, qu'une sinistre vieillerie, veut avoir raison du prolétariat français, après avoir eu raison successivement du prolétariat italien, du prolétariat allemand et du prolétariat autrichien: le prolétariat français se laissera-t-il écraser à son tour ? Paris, capitale de la Révolution, aura-t-il le sort de Rome, de Berlin et de Vienne ? Quelles chances avons-nous d'échapper au joug honteux du fascsime, qui veut évidemment s'appesantir sur nous ? Le ministère Doumergue, ministère soi-disant de trêve et d'apaisement, qui a déjà mis le Parlement en veilleuse et s'est fait donner les pleins pouvoirs — à défaut d'un dictateur dans le genre Mussolini ou Hitler, qu'on ne voit point surgir à l'horizon français, suffira-t-il à contenter notre bourgeoisie, qui veut anéantir les libertés ouvrières, dont l'existence, cependant assez falote depuis la guerre, l'empêche de dormir en paix? Nous sommes, sans doute, à la veille d'un coup d'Etat, et je relis cette œuvre de Proudhon, écrite, elle, à la suite d'un coup d'Etat, celui de Louis Bonaparte, en 1851, et qui s'appelle *la Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 décembre*; à la veille d'événements décisifs, il est bon de relire ses classiques, et Proudhon, en dépit de certains marxistes *à la noix*, reste un classique de la Révolution. Je relis le chapitre final: *Anarchie ou césarisme*, dont l'actualité est encore saisissante, et voici les lignes qui terminent ce chapitre :

« *O patrie, patrie française, patrie des chantres de l'éternelle révolution ! patrie de la liberté, car, malgré toutes tes servitudes, en aucun lieu de la terre, ni dans l'Europe, ni dans l'Amérique, l'esprit, qui est tout l'homme, n'est aussi libre que chez toi ! patrie que j'aime de*

---

(1) Si la bourgeoisie forme *une masse réactionnaire*, dans laquelle il n'y a pas de *nuances* à observer, on sait assez que ce n'est pas du tout mon avis et que Marx a condamné ce *préjugé*, qui favorise parfois une tactique déplorable ; mais ce n'est pas ma faute si les radicaux, la bourgeoisie de gauche et qui se rattache à la Révolution de 89, rallient souvent le bloc bourgeois, pour constituer cette masse réactionnaire ; c'est alors au prolétariat à former de son côté *une masse révolutionnaire*, dans laquelle il doit essayer d'englober tous ceux qui, dans les classes moyennes, ont conservé le ferment libéral et préfèrent la Révolution à la Réaction, et cela non pas à la manière des *néos*, qui se mettent à la remorque de ces classes moyennes, mais en conservant au contraire le rôle de chef de file et d'entraîneur.

cet amour accumulé que le fils grandissant porte à sa mère, que le père sent croître avec ses enfants ! Te verrai-je souffrir longtemps encore, souffrir non pour toi seule, mais pour le monde, qui te paye de son envie et de ses outrages; souffrir innocente pour cela seulement que tu ne te connais pas ?... Il me semble à tout instant que tu es à ta dernière épreuve ! Réveille-toi, mère: ni tes princes, ni tes barons et tes comtes ne peuvent plus rien pour ton salut, ni tes prélats ne sauraient te réconforter avec leurs bénédictions. Garde, si tu veux, le souvenir de ceux qui ont bien fait, va quelquefois prier sur leurs monuments, mais ne leur cherche point de successeurs. Ils sont finis ! Commence ta nouvelle vie, ô la première des immortelles ! montre-toi dans ta beauté, Vénus Uranie ! répands tes parfums, fleur de l'humanité ! Et l'humanité sera rajeunie, et son unité sera créée par toi: car l'unité du genre humain, c'est l'unité de ma patrie, comme l'esprit du genre humain n'est que l'esprit de ma patrie ».

Il faut voir dans ce texte une expression, une des expressions les plus éloquentes et les plus vibrantes, de ce que Sorel, naguère, appela *le patriotisme révolutionnaire*, et qu'il estimait être une question sociale de premier ordre. Dans un article, en effet, consacré au livre de Tolstoï sur *l'esprit chrétien et le patriotisme*, que j'ai rappelé, en note, dans ma *Guerre des Etats ou guerre des classes*, il disait que les socialistes auraient tort de laisser périr ce sentiment populaire. Voici, au demeurant, ce qu'il écrivait. Il n'est pas du tout indifférent, à l'heure actuelle, de reproduire ces lignes mémorables :

« *Le patriotisme est, suivant Tolstoï, une illusion sentimentale entretenue en vue d'opprimer le peuple. A mesure que l'instruction se répand, plus d'individus viennent prendre part au festin gouvernemental; et il y a aussi un bien plus grand nombre d'hommes occupés à répandre et à fortifier cette étonnante superstition. D'ailleurs, tout enfant de la plèbe, au sortir du collège, doit choisir entre les menaces du gouvernement et les bénéfices de la piraterie gouvernementale. En dernière analyse, le patriotisme est une forme de loyalisme appropriée aux conditions de la vie politique contemporaine.* Il y a lieu de faire une distinction qui échappe à Tolstoï : *au commencement de ce siècle, on appelait* patriotes *les gens qui combattaient pour la liberté et qui défendaient les intérêts de la collectivité contre la rapacité des privilégiés; plus tard, seulement, on désigna sous ce nom les serviles admirateurs des gouvernements établis. En France, le patriotisme révolutionnaire n'est pas mort aussi complètement que s'imaginent nos maîtres; il ne faudrait pas une propagande bien active pour le réveiller dans les masses. Il appartient aux socialistes de diriger ce sentiment populaire; ils commettraient une grande faute, s'ils laissaient leurs adversaires continuer leur propagande réactionnaire et loyaliste. En terminant son* Histoire d'Israël, *Renan jette un coup d'œil sur l'avenir: « Les questions sociales ne seront plus supprimées, dit-il, elles prendront de plus en plus le pas sur les questions politiques et nationales ». A l'heure actuelle, le patriotisme révolutionnaire est une question sociale de premier ordre. La civilisation, la science et le socialisme qui les résume sont menacés par la sainte Russie; c'est ce qui explique pourquoi les fêtes franco-russes ont été accompagnées d'un réveil religieux qui charme tant Tolstoï; l'Eglise de France a salué le protectorat du Tzar avec autant d'enthousiasme qu'elle avait salué le coup d'Etat du 2 décembre. Les idées chrétiennes de Tolstoï présentent un sérieux danger; elles n'agiront pas en Russie et ne réduiront pas la force du despotisme; si elles agissaient en Occident, de manière à réduire la puissance défensive des pays ayant une culture scientifique, la civilisation serait dans le plus grand péril* ».

Ces lignes ont été écrites au moment de la conclusion de la fameuse alliance franco-russe, qui mit en liesse tous nos réactionnaires et devait aboutir à la guerre de 1914 ; la *sainte Russie* est devenue, depuis, la Russie des Soviets, et dans ma *Guerre des Etats ou guerre des classes*, dans le commentaire que je faisais de ces lignes (note T, le *patriotisme révolutionnaire* et l'internationalisme, p. 395), je disais que la situation avait été renversée et que, de nation, espoir des réactionnaires, la Russie était devenue la patrie des révolutionnaires ; j'écrivais cela en 1924 ; mais, aujourd'hui, en l'an de grâce 1934, est-il encore permis de voir dans la Russie la citadelle de la Révolution européenne ? Staline est en coquetterie avec Mussolini, et n'a pas bougé le moins du monde en face de Hitler; il a laissé écraser le parti communiste allemand et il laissera écraser le parti communiste français; il est tout entier à la réalisation du fameux plan quinquennal, à qui il sacrifie *tout*, non seulement les libertés ouvrières russes, mais la liberté révolutionnaire tout court; et il serait difficile vraiment de voir dans *l'actuelle* Russie des Soviets stalinienne la patrie de la Liberté : Staline, Mussolini et Hitler forment au contraire un trio de dictateurs, qui n'ont que risées et mépris pour la liberté. Il faut donc que la France, une fois de plus, une fois encore, se révèle comme la patrie par excellence de la Liberté et nous devons répéter l'exhortation et l'invocation de Proudhon — exhortation et invocation qui, à l'heure actuelle, prennent un sens plus pathétique et plus dramatique que jamais: O patrie française, patrie des chantres de l'éternelle révolution, patrie de la liberté ! réveille-toi, mère !

Que viendrait faire en France le fascisme ?

Avant la guerre, dans mes *Méfaits des intellectuels*, j'avais déjà salué dans le syndicalisme révolutionnaire la forme suprême de la Liberté et expliqué son essor, en France, par ce fait que, chez nous, il y a une tradition révolutionnaire populaire puissante, due à nos tendances artistiques, à notre histoire, où toujours des génies libertaires incomparables ont surgi et où l'analyse sociale, par une série de révolutions, a été poussée à un degré de perfection toute classique. Notre syndicalisme, disais-je alors, fait *cavalier seul* dans une Europe socialiste, où ses tendances paraissent paradoxales et même absolument incompréhensibles : il *étonne* et il *scandalise* ! Depuis, le cyclone de la grande guerre a dévasté les formations révolutionnaires ; le syndicalisme est retombé soit dans l'ornière du millerandisme, soit sous la coupe d'un néo-guesdisme de 36e ordre ; et, après le cyclone guerrier, nous avons, comme suite naturelle et normale, le cyclone fasciste : nos socialistes et nos communistes s'accusent réciproquement d'avoir fait le lit du fascisme, et la vérité oblige de dire qu'on peut les renvoyer dos à dos, leurs responsabilités sont égales ; mais où sont nos syndicats révolutionnaires ? où cet indomptable esprit de liberté antigouvernemental, qui caractérisait naguère le mouvement ouvrier français ? La France est-elle toujours à l'avant-garde des nations libérales et révolutionnaires ? Hélas ! depuis la guerre, elle apparaît bien plutôt comme le roc de la Réaction européenne, comme une nation encroûtée dans ses routines, dans ses rancœurs, dans ses peurs et phobies ! Elle ne pense plus qu'à sa *sécurité*, et rien ne lui paraît capable de la garantir, cette précieuse et peureuse sécurité, que la survivance d'un seul Allemand en Europe menacerait encore !

Tout est-il donc perdu ? Devons-nous nous résigner à voir, en France aussi, triompher l'ignoble fascisme ? C'est déjà beaucoup que d'avoir à constater que la patrie de Dante, de Vico et de Mazzini est tombée sous un... Mussolini; c'est déjà beaucoup que d'avoir à enregistrer que la patrie de Kant, de Hegel, de Marx, de Wagner et de Nietzsche est sous la botte d'un Hitler, se soûlant de *racisme*, cette dérision historique; et c'est encore beaucoup que d'avoir à déplorer aussi la *stalinisation* de la patrie de Tolstoï, de Dostoïewsky et de Lénine: faudra-t-il aussi constater la mise en coupe réglée et la strangulation de la patrie de Pascal, de Voltaire, de Proudhon et de Sorel ? L'Europe tout entière descendra-t-elle dans l'enfer fasciste et aurons-nous à subir une éclipse totale de la Liberté révolutionnaire ?

L'analyse sociale et historique, disais-je, a été, en Fran-

ce, parfaite, complète, classique; nous avons traversé tout un cycle de révolutions bourgeoises et ouvrières; nous avons, en 1789, 1830, février et juin 1848, le coup d'Etat bonapartiste, et la Commune de 1871; nous avons subi la honte du Second Empire et le scandale de la bohème bonapartiste, à qui ont succédé tout à tour la bohème républicaine, la bohème radicale, la bohème socialiste; il n'y a plus d'autre expérience sociale à tenter que celle du syndicalisme révolutionnaire : *césarisme* ou *anarchie*, écrivait Proudhon, et, par *anarchie*, Proudhon entendait, *comme Marx*, la fin du gouvernementalisme, de la piraterie gouvernementale; que viendrait faire, en France, le fascisme, resucée et masque ignominieux de régimes d'autorité déchus, usés, vieillis et bons tout juste à mettre au musée de l'histoire narquoise ? Vraiment, aurons-nous à subir le joug d'un Maurras, d'un Coty, d'un La Rocque, personnages grotesques, fossiles risibles, maniaques imbéciles et fantoches historiques ? Derrière eux, sans doute, il y a la puissance très réelle du *Comité des Forges* et des grandes banques, Lambert-Ribot et Horace Finaly ; mais en arriverons-nous à tomber sous la coupe de ces messieurs ? La France de 89, de 48 et de 71 est-elle à ce point expurgée de tout ferment libéral et châtrée de tout esprit révolutionnaire qu'elle en puisse descendre là ?

Que la Russie, que l'Italie, que l'Allemagne, ayant à parfaire leur unité historique, subissent un Staline, un Mussolini, ou un Hitler, passe encore ; que Staline dote la Russie d'un industrialisme qui, par certains côtés, ne manque pas de grandeur et fasse le *Pharaon* soi-disant socialiste — le bolchevisme, en Russie, est l'*ersatz* historique d'un capitalisme déficient et d'une bourgeoisie absente ; qu'en Italie, Mussolini achève Cavour et qu'en Allemagne, Hitler complète Bismark, cela, à la rigueur, peut se comprendre et s'expliquer ; mais, nous, Français, notre unité nationale et historique est, depuis longtemps, faite et archifaite, et elle est indestructible : *la France une et indivisible !* Que viendrait faire chez nous, encore une fois, un fascisme de contrebande et d'importation ? Mâter nos communistes, anéantir les libertés ouvrières, assurer la domination d'un capitalisme aux abois ? Alors, *bas les masques:* le prétexte national et patriotique n'est plus de mise ; nos soi-disant *patriotes* ne sont que les sicaires des capitalistes, ils sont les serviteurs des grandes banques et du haut patronat; leurs ancêtres, les patriotes de la grande époque, étaient les ennemis des privilégiés, eux s'en font les gardes du corps : *bas les masques*, vous dis-je ! on vous connaît, toute la clique et séquelle réactionnaire, qui vous drapez dans le manteau tricolore et national ; les vrais patriotes, je vous le dis, ce sont les syndicalistes, qui défendent la plus ancienne et la plus noble tradition française, celle de la liberté révolutionnaire ; ils ne sont pas, eux, les défenseurs des privilégiés, ils en sont les ennemis les plus déclarés, et ils veulent mettre fin à la piraterie gouvernementale de *tous* les gouvernants passés, présents et futurs ; vous criez : *à bas les voleurs !* mais vous êtes les séides d'un régime où le Vol est en permanence et sacré Roi ! Et je vous le dis : le vrai patriotisme, c'est *le patriotisme révolutionnaire*; le vôtre n'est qu'un patriotisme de Sycophantes et de Tartuffes !

Paris et la campagne

Je causais ces jours-ci avec mon boulanger, un brave homme, type du paysan français, sorti des provinces du Centre, et je lui parlais de fascisme. « Le fascisme, me dit-il, et j'ai encore dans l'oreille le ton de mépris absolu avec lequel il prononça ce mot, mais c'est bon pour des Italiens ou des Allemands, qui sont en retard d'un siècle; nous, Français, nous ne donnerons jamais là-dedans ! » Il y avait dans cette affirmation tout l'orgueil du paysan français, qui a fait les guerres de la Révolution et de l'Empire, ces *guerres de la Liberté*, où fut vaincue la Féodalité, et n'entend pas que reviennent les régimes déchus ou une contrefaçon quelconque de ces régimes. Et, en effet, la province française ne suit nullement Paris — Paris devenu, par une étrange ironie historique, réactionnaire, représenté par un Conseil municipal invraisemblable, qui en est la honte et le scandale, Paris devenu nationaliste, parce qu'il est le Paris de la Bourse, des grandes banques, du haut patronat et de la petite boutique, le Paris doré, paré, fainéant, dont parle Marx pour l'opposer au Paris de la Commune, le Paris des franc-fileurs et des rastaquouères, où peuvent évoluer à l'aise, protégés par la police et toutes les puissances judiciaires, administratives et politiques, des Stavisky de tout genre et de tout calibre, Paris-Topaze, et qui n'est tel, d'ailleurs, que grâce à un découpage artificiel et un régime électoral parfaitement inique, où les quartiers riches arrivent à contrebalancer et à primer les quartiers populaires, Paris, capitale par excellence de la Bourse, de l'Idéologie et du Gouvernement, et où, pour reprendre une terminologie qui m'est familière, l'échange, le concept et l'Etat sont souverains et s'assurent une domination factice — mais l'ouvrier, refoulé dans la banlieue rouge et le paysan de nos provinces françaises, le monde des producteurs, autrement dit — n'entendent plus supporter cette domination ni suivre ce Paris, qui donnerait dans une caricature de fascisme de droite ou de gauche.

Et, puisque nous sommes en train de relire nos *classiques*, les classiques de la Révolution, n'oublions pas cet admirable *XVIII brumaire de Louis-Bonaparte* de Marx, dont il faudrait citer des passages entiers, tant il s'applique encore merveilleusement à la situation présente. Il y a là une analyse sociale d'une pénétration géniale, et l'on sait comment Marx explique ce qu'il appelle les *idées napoléoniennes*, projection politique de la parcelle paysanne, de la parcelle émancipée de la féodalité et toute glorieuse des victoires impériales remportées, à travers toute l'Europe, sur cette féodalité :

« *L'armée*, écrit Marx, *était le point d'honneur du paysan parcellaire : elle faisait de lui un héros, défendait la nouvelle propriété contre l'étranger, glorifiait cette nationalité qu'on venait d'acquérir, pillait et révolutionnait le monde. L'uniforme était le costume de gala du campagnard; la guerre, sa poésie; la parcelle, fantastiquement allongée et arrondie, devenait la patrie et le patriotisme, la forme idéale du sentiment de propriété. Mais les ennemis contre lesquels le paysan français doit maintenant défendre sa parcelle, ce ne sont plus les cosaques, ce sont les huissiers et les percepteurs. La parcelle ne se trouve plus dans la soi-disant patrie, elle est couchée sur les rôles des hypothèques. L'armée elle-même n'est pas la fleur de la jeunesse paysanne, c'est la fleur de marais de la canaille campagnarde. Elle consiste en grande partie en remplaçants, de même que le second Bonaparte n'est que le remplaçant de Napoléon... On le voit : toutes les idées napoléoniennes sont des idées propres à la parcelle non encore développée, dans sa plus tendre jeunesse. Elles sont absurdes, quand elles s'appliquent à la parcelle qui a fait son temps. Ce sont les hallucinations de son agonie; des mots qui ne sont plus que des mots; des esprits qui se changent en spectres. Mais la parodie de l'impérialisme était cependant nécessaire pour délivrer la masse de la nation française du poids de la tradition et élaborer dans toute sa pureté l'antagonisme entre l'Etat et la société. La ruine progressive de la propriété parcellaire fera s'écrouler l'Etat édifié sur elle. La centralisation politique dont la société moderne a besoin, ne peut s'élever que sur les ruines de la machinerie gouvernementale, militaire et bureaucratique, forgée autrefois pour lutter contre le féodalisme* » (p. 355-356).

La guerre de 1914, ai-je souvent écrit, peut être considérée comme une suite des guerres de la Révolution et de l'Empire ; il s'y est encore agi d'y détrôner un tyran, le dernier représentant du Féodalisme, ce Guillaume II, qui se réclamait encore du droit divin ; et nos paysans ont encore eu le sentiment qu'ils défendaient contre la réaction féodale incarnée par lui la parcelle révolutionnaire. A la faveur de la guerre, d'ailleurs, le paysan français a pu racheter un nombre respectable de milliards de ces hypothèques, dont parle Marx, et il a pu consi-

dérer, par conséquent, la guerre de 1914 comme une *seconde libération*, venue consolider et achever la première, celle des guerres de la Révolution et de l'Empire : l'armée n'était plus une armée de remplaçants, mais vraiment l'armée nationale. On s'explique ainsi qu'au sortir de la guerre, le *Bloc national* ait pu triompher ; et la prospérité qu'a connue, pendant les premières années de l'après-guerre, le monde agricole, a aidé la bourgeoisie à maintenir sa domination sociale. Mais le temps des *vaches grasses* est passé, et voici revenu le temps des *vaches maigres* : la parcelle connaît de nouveau des temps difficiles : le blé et le vin ne se vendent plus ; elle va donc, de nouveau, être couchée sur les rôles des hypothèques, et l'huissier et le percepteur, voilà *les cosaques* contre lesquels le paysan, de nouveau, va devoir se défendre. Dans ces conditions, un retour des *idées napoléoniennes*, sous le masque fasciste, n'est plus à craindre, et la province rurale française ne suivra pas un Paris livré à nos piètres émules de Mussolini et de Hitler ! Si, déjà, en 1851, le coup d'Etat du 2 décembre rencontra dans maintes campagnes françaises une sérieuse résistance, on peut bien croire qu'un coup d'Etat fasciste soulèverait contre lui la grande masse de nos paysans, dont beaucoup — chose qui peut paraître étonnante et paradoxale — votent déjà pour des socialistes, voire des communistes.

Les classes moyennes

Le monde paysan ne marchera donc pas. Est-ce que, par hasard, le monde ouvrier, comme en 1851, laisserait faire et resterait prostré dans son apathie ? Sans doute, trop de chefs socialistes et syndicaux l'ont trahi ; sans doute, les sectes et les partis, par leurs divisions imbéciles et leurs insanes querelles, l'ont dégoûté de toute action et réduit à une impuissance qui semble totale ; sans doute encore, un certain *césarisme plébéien* est-il toujours latent au sein des masses que le parlementarisme bourgeois n'a jamais emballées ; mais la journée du 12 février semble indiquer, cependant, à Paris, un sérieux réveil populaire, et la province ouvrière, elle aussi, a senti le danger et a bougé. Sur quoi donc un fascisme français pourrait-il compter et s'appuyer ? Sur les classes moyennes ? Ecoutons encore Marx :

« *Représentons-nous maintenant le bourgeois français : au milieu de cette panique commerciale, combien sa cervelle, aussi malade que le commerce, ne devait-elle pas être tourmentée, abasourdie, stupéfiée par les bruits de coup d'Etat...? Quel effet devaient produire sur lui la lutte entre le Parlement et le pouvoir exécutif, la Fronde des orléanistes et des légitimistes, les conspirations communistes du Midi de la France, les espèces de jacqueries dans les départements de la Nièvre et du Cher, les réclames des différents candidats à la présidence, les recettes charlatanesques des journaux, les menaces des républicains de défendre la Constitution et le suffrage universel les armes à la main, les évangiles des héros* in partibus *émigrés à l'étranger, qui prophétisaient la fin du monde pour le 2 mai 1852 ? On comprend que dans cette bruyante et incroyable confusion de fusion, révision, prorogation, constitution, conspiration, coalition, émigration, usurpation et révolution, le bourgeois affolé se soit mis de rage à crier à sa république parlementaire:* Plutôt une fin effroyable qu'un effroi sans fin ! » (p. 327).

Ce pittoresque tableau de l'incroyable confusion mentale des classes moyennes en 1851, n'est-il pas encore plus vrai aujourd'hui, en 1934? Nos moyens et petits bourgeois ne savent plus, littéralement, à quel saint se vouer ; les affaires allant de mal en pis, ils en arrivent à écouter d'une oreille assez complaisante les pseudo-fascistes de l'*Action Française*, de l'*Ami du Peuple* et autres journaux imbéciles; ils aspirent confusément à une dictature quelconque, qui fasse, pour l'amour de Dieu, remarcher le commerce et refleurir les affaires! Et ils se sont laissé si bien bourrer le crâne par la grande presse, la presse du grand capitalisme, pendant deux mois, qu'ils en sont arrivés à descendre dans la rue et à risquer leur peau dans cette émeute du 6 Février qui, à distance, apparaît déjà, malgré le sang versé, sous un jour grotesque et ridicule, parce que, en vérité, *être aussi bêtement dupes* ne confère jamais beaucoup de lustre à une journée même ayant tourné au tragique. La canaillerie machiavélique de nos *magnats*, poussant en avant les anciens combattants dans l'espoir secret que, derrière eux, *on pourrait passer*, ou que, si l'on tirait sur eux, *du sang serait versé*, et quel sang! un sang évidemment précieux entre tous, un sang sacré, mais précisément merveilleusement... exploitable — cette canaillerie, dis-je, et ce machiavélisme sont, en effet, si évidents, qu'on n'a presque plus de pitié pour les pauvres victimes, tant leur innocence et leur candeur paraissent énormes et dérisoires! Mais ces pauvres classes moyennes, avec leur incroyable confusion mentale, éclatante surtout dans ce milieu parisien si mêlé, si badaud, si impulsif, si... *bébête*, peuvent-elles constituer un appui bien sérieux pour un aspirant dictateur, à supposer qu'il en surgisse un ? Nos *magnats* se sont contentés de rappeler du sein de sa retraite paisible ce brave Doumergue, nouveau... Cincinnatus, qui, promu administrateur du *Suez* pour avoir bien trahi le radicalisme et s'être manifesté comme le type par excellence du... *bon Français*, était évidemment désigné pour venir mettre le Parlement en veilleuse et renvoyer nos députés aux champs, après s'être fait octroyer *les pleins pouvoirs*, qui vont lui permettre de mettre au pas et de *rationner* des fonctionnaires insolents dont la diminution des traitements peut seule, n'est-ce-pas, résoudre une crise économique et des embarras budgétaires qui n'ont que trop duré !

Les " Intellectuels "

« *O patrie, patrie française, patrie des chantres de l'éternelle révolution, patrie de la liberté, car, malgré toutes tes servitudes*, en aucun lieu de la terre, *ni dans l'Europe, ni dans l'Amérique*, l'esprit qui est tout l'homme, n'est aussi libre que chez toi ». J'en arrive à nos *intellectuels*, à ces classes dites *libérales*, mais que le fascisme, à l'heure actuelle, semble tenter et séduire : l'affirmation de Proudhon sur cette liberté souveraine de l'esprit français, plus libre qu'en aucun lieu de la terre, est-elle devenue mensongère ? est-elle devenue fausse ? Il y a trente-cinq ans, dans une affaire célèbre, ils témoignèrent, en effet, de cette liberté souveraine et ils furent les héros d'une lutte, où cette liberté était en jeu. Il s'agit aujourd'hui d'une tragédie bien autrement tragique que la tragédie dreyfusienne et d'une révolution bien autrement importante que la révolution dreyfusienne : les destinées de l'Europe sont en cause, et le fascisme, cette éclipse totale de la liberté révolutionnaire, se répand comme un raz-de-marée, submergeant toutes les fondations et toutes les créations de cette Liberté. Un seul pays n'a pas encore été englouti, mais les flots de l'inondation battent de toutes parts cet îlot, dernier témoin d'un *âge libéral*, qui semble révolu : sera-t-il à son tour submergé, ou verrons-nous partir de cet îlot un reflux puissant, qui fera reculer l'inondation ? La dernière tranchée de la liberté sera-t-elle à son tour envahie et occupée par ces *nettoyeurs de tranchées*, restés si tristement célèbres, ou, restant invincible et imprenable, verrons-nous, au contraire, partir de ses profondeurs une troupe audacieuse, qui culbutera ces bouchers d'un nouveau genre et renversera une situation devenue extrêmement critique, en affirmant victorieusement l'essor de la liberté révolutionnaire ? La liberté bourgeoise fait faillite ; la bourgeoisie renonce à ses dieux, pour rallier les anciens dieux; l'Ancien Régime qui, selon Marx, restait le défaut caché de l'Etat moderne, émerge de nouveau à la surface : il s'agit de fonder la liberté ouvrière, qui se confondra avec la liberté humaine tout court, et de créer un ordre nouveau, un *ordre libre*, qui sera l'ordre des producteurs ; il s'agit de promouvoir cette Révolution européenne, qui, selon Marx,

devait éclater « au cri du coq gaulois ». Tous les peuples, les uns après les autres, trahissent la liberté ; la Russie des Soviets, en qui, il y a dix ans, un révolutionnaire pouvait placer ses espérances, est devenue une simple dictature, où les vrais révolutionnaires sont condamnés à l'exil ou à la famine ; Staline, au point de vue libertaire, vaut Mussolini ou Hitler ; il ne reste plus, encore une fois, que la France ; mais la liberté y chancelle et, à moins d'un sursaut héroïque, va y succomber à son tour. *Alerte donc, et ne vous laissez pas aborder*, dirai-je pour reprendre un mot resté fameux. S'il est encore vrai qu'en aucun lieu de la terre, l'esprit, qui est tout l'homme, n'est aussi libre qu'en France ; s'il est vrai que le patriotisme révolutionnaire soit, comme dit Sorel, *une question sociale de premier ordre*, et qu'en face du retour offensif d'un Ancien Régime à peine camouflé, il soit nécessaire de réveiller un sentiment qui fit faire à nos aïeux le tour de l'Europe en sabots de bois et portant à la pointe de leurs *baïonnettes intelligentes* le droit révolutionnaire ; eh bien, à moins que nous ne soyons complètement dégénérés, il appartient aux révolutionnaires français actuels de retourner, encore une fois, la situation européenne, d'extirper tout vestige d'Ancien Régime et d'asseoir, sur des fondements définitifs, l'ordre nouveau, qui sera l'ordre prolétarien.

L'alternative du césarisme

Dans les conclusions de son livre, Proudhon écrit ceci :

« *Résumons ces faits, et prouvons par leur analyse la vérité de cette triple proposition qui représente tout le mouvement des 64 dernières années :*

» *Le gouvernement personnel ou despotique, est impossible ;*

» *Le gouvernement représentatif est impossible ;*

» *Le gouvernement est impossible* ».

Depuis 150 ans, en effet, nous avons en France essayé toutes les formes de gouvernement possibles et imaginables ; la série est épuisée : est-ce que le fascisme représenterait par hasard quelque chose de nouveau ? C'est une forme du gouvernement personnel ou despotique, à base corporative ; mais, dit Proudhon, « *prendre l'organisation corporative comme garantie du travail ce serait recommencer l'œuvre du Moyen-âge, l'extirpation de l'esclavage par la féodalité* ». C'est une forme à peine renouvelée de *césarisme*. Mais, dit encore Proudhon :

« *Le césarisme devint possible chez les Romains, quand à la victoire de la plèbe sur le patriciat s'ajouta la conquête du monde, comme garantie de subsistance. Alors César put récompenser ses vétérans des terres prises à l'étranger, payer ses prétoriens avec les tributs de l'étranger, nourrir sa plèbe des produits de l'étranger. La Sicile, l'Egypte fournissaient des grains ; la Grèce, ses artistes ; l'Asie, son or, ses parfums et ses courtisanes ; l'Afrique, ses monstres ; les Barbares, leurs gladiateurs. Le pillage des nations organisé pour la consommation de la plèbe romaine, plèbe fainéante, féroce, hideuse, et pour la sécurité de l'Empereur : ce fut le césarisme... Il s'agit aujourd'hui de bien autre chose. Nous avons perdu nos conquêtes, et celles de l'Empereur, et celles de la République. Nous ne tirons pas de l'étranger un centime dont nous puissions faire l'aumône au dernier des décembristes, et l'Algérie nous coûte, bon an mal an, cent millions. Pour triompher de la bourgeoisie capitaliste et propriétaire, pour contenir la classe moyenne, industrieuse et libérale, et régner par la plèbe, il ne s'agit plus de l'entretenir, cette plèbe, des dépouilles des nations vaincues ; il s'agit de la faire vivre de son propre produit, en un mot, de la faire travailler. Comment s'y prendra César ? la question est là. Or, de quelque manière qu'il s'y prenne, qu'il s'adresse à Saint-Simon, Fourier, Owen, Cabet, Louis-Napoléon, etc., nous sommes en plein socialisme, et le dernier mot du socialisme, c'est, avec le* non-intérêt, *le* non-gouvernement *!* »

Le pillage des nations vaincues, ou... le pillage de son propre peuple, telle est l'alternative du césarisme ; et nous voyons, en effet, Mussolini donner en pâture à ses prétoriens toutes les charges de l'Etat et organiser en grand la piraterie gouvernementale ; et, quand il y a du tirage, il parle de faire *exploser* l'Italie, c'est-à-dire qu'il pense à la guerre et, par conséquent, au « pillage des nations vaincues », destiné à nourrir ses bandes fascistes. Mais le chômage a-t-il diminué en Italie, et les faillites y sont-elles moins nombreuses ? Nullement, et c'est impossible ! De même, Hitler louche du côté de l'Est et des riches plaines de l'Ukraine : lui aussi a donné à ses bandes toutes les places disponibles et chassé les juifs pour y mettre ses partisans, au nom d'un *racisme* imbécile ; et, par delà un pacifisme de circonstance, il songe à la guerre par cette nécessité vitale d'un régime qui ne peut se maintenir que par le pillage de la nation ou celui des... nations vaincues. Mais le chômage a-t-il diminué, et les faillites sont-elles moins nombreuses ? Hitler s'en vante, mais, comme dit l'autre, voire !

Guerre ou *piraterie gouvernementale*, portée à son maximum de grandeur et de rendement par l'exaltation de l'Etat, vivant, comme dit Marx, de la substance même de la société et absorbant en lui, Moloch insatiable, toutes les forces vives et libres d'un peuple — voilà le dilemme où nous enferme ce fameux fascisme, que d'aucuns voudraient nous faire prendre pour une nouveauté sensationnelle, et qui n'est, je le répète, qu'une vieillerie à peine renouvelée de l'antique césarisme. Et, ô intellectuels, profonds génies, est-ce cela que vous voulez laisser instaurer en France, en ce pays resté encore libre et où l'esprit est plus libre qu'en aucun lieu de la terre, si j'en crois notre Proudhon ? Mais la guerre est finie, son rôle est terminé, dit le même Proudhon, en un livre où, cependant, la guerre est exaltée et magnifiée — et la conquête ne peut plus rien donner, en un temps où tous les marchés sont pris et où toutes les races réclament leur autonomie ; et la piraterie gouvernementale, autre forme de la guerre, forme déguisée et hypocrite, est, elle aussi, à bout de ressources : le gouvernement est devenu impossible, sous sa forme autoritaire, comme sous sa forme représentative ; il n'y a plus d'autre remède que le socialisme, c'est-à-dire, nous dit Proudhon, le *non-intérêt* et le *non-gouvernement* ; il s'agit de faire vivre chaque peuple de son propre produit, il s'agit de le faire travailler, non plus au profit d'une classe parasitaire quelconque ou d'une bureaucratie quelconque, d'un Etat quelconque, ni, non plus, aux dépens de qui que ce soit, peuple dit étranger ou race dite inférieure, mais *à son propre profit*, et c'est là tout le socialisme ! Que répondrez-vous à cela, intellectuels, mes frères, ô profonds et puissants génies ? Vous êtes acculés à ce dilemme : *anarchie* ou *césarisme*, c'est à cela que nous conduit l'évolution historique, c'est la conclusion inévitable et invincible d'une série de révolutions, où l'analyse sociale a été portée à son maximum de clarté et de pureté — une pureté, disais-je, toute classique. « La situation est mûre, mais l'opinion est en retard » ; tout commande le socialisme, mais... le socialisme fait peur ! « *On meurt de peur comme de toute autre maladie, et la vieille société n'en reviendra pas* », écrit Proudhon. « *Le socialisme a fait peur. Fallait-il donc, parce que les autres ne faisaient rien, ne pouvaient faire rien, que nous nous tussions nous-mêmes ? Fallait-il, en mettant des sourdines à nos tambours, laisser tomber l'idée avec l'action ?...* » Le socialisme a fait peur. Puissants génies, à qui le socialisme a fait peur et qui n'avez pas tremblé devant le suffrage universel !... « *Or, comme le socialisme, effrayant à première vue (toute idée qui se manifeste pour la première fois effraye) ne pouvait passer sans soulever une contradiction violente ; comme, cependant, il était dans les données de l'histoire et des institutions, il devait arriver, d'un côté, que le socialisme grandirait sous une réaction générale ; en second lieu, qu'il mettrait à nu l'inconséquence de tous ses adversaires, depuis les montagnards jusqu'aux dynastiques, et, par cette révélation de leur illogisme, les précipiterait les uns après les autres du pou-*

voir dont ils se servaient contre lui ». — Ce qui s'est passé en 1848 s'est reproduit en 1932-34 : nos *montagnards* actuels, nos fameux radicaux-socialistes, Herriot, Daladier et consorts, ont été précipités du pouvoir tour à tous sous la contradiction socialiste ; six ministères cartellistes sont tombés les uns sur les autres, et nous voici revenus au *vomissement* de l'Union nationale, à la suite d'une émeute fasciste, qui pose plus brutalement que jamais le dilemme : *anarchie* ou *césarisme*.

Anarchie ou césarisme

Le césarisme, le fascisme, pour employer le terme nouveau pour cette très vieille chose, c'est la solution facile : le travail, la pensée, la religion elle-même, seront déclarés choses d'Etat, incorporés à l'Etat, seul subsistant par dessus le désert social, pompe aspirante énorme et formidable érigée en divinité ; un parti, une bande, s'emparent de l'Etat et le mettent en coupe réglée, et vous, vous êtes bouclés, plus le droit de rien faire sans la permission de cette bande; le travail, la pensée, la conscience, même religieuse, tout cela est *organisé corporativement*, c'est-à-dire muselé, incarcéré, étouffé, asphyxié: ô le beau régime ! ô la belle solution ! la solution simple, facile et de bon goût! Intellectuels, mes frères, serait-elle de *votre* goût ? Intellectuels français, qui fûtes naguère dreyfusistes, et qui appartenez à ce pays où l'esprit, qui est tout l'homme, est plus libre, soi-disant, qu'en aucun lieu de la terre, allez-vous supporter cela, admettre cela, tolérer cela ? J'attends de vous un sursaut de dignité et d'honneur, mais, peut-être, cèderez-vous à votre vieille et tenace tentation. Le fascisme, c'est l'exaltation de l'Etat, et l'Etat, c'est beaucoup *votre chose*, votre péché mignon, votre paresse et vos instincts d'éternelle domination — clercs laïques ou clercs tout court, aimant avant tout *le pouvoir*, ce pouvoir qui dispense toutes les bonnes choses qui sont à portée de la main, richesses, honneurs, maîtresses ; Sorel vous l'a dit : l'exploitation de la politique, c'est votre affaire à vous, ô intellectuels, et l'Etat, c'est une bande d'intellectuels qui déloge une autre bande ; c'est Herriot qui déloge Tardieu, et c'est Blum qui déloge Herriot — Herriot, Tardieu, Blum, trois *normaliens*, et nous savons ce que Proudhon pensait des... Normaliens ! Vous n'aurez pas la sagesse et l'humilité de vous contenter de vous ranger derrière ou à côté du prolétariat révolutionnaire et d'accepter un simple rôle auxiliaire, un rôle... d'employés ; vous voudriez encore *régner et dominer* ! Le mot *anarchie* vous fait peur ; la nature a horreur, dit-on, du vide, et l'anarchie, cela vous paraît *le vide social*, et vous avez de la peine à concevoir cette *absence de gouvernement*, qui vous paraît évidemment impossible, absurde, utopique. Et c'est cependant, je le répète après Proudhon, ce à quoi nous sommes acculés : le gouvernement personnel ou despotique est impossible ; le gouvernement représentatif est impossible, le gouvernement est impossible; il n'y a plus d'autre ressource que de transférer à la société elle-même, organisée en syndicats, tout le pouvoir; *tout le pouvoir au syndicat*, voilà la formule nouvelle, en dehors de laquelle il n'y a point de salut ! Le Parlement est discrédité, la République parlementaire a vécu ; la bourgeoisie elle-même renonce à son institution fondamentale ; mais allons-nous laisser ressusciter le gouvernement personnel, sous la forme fasciste ? Nous sommes, nous aussi, les syndicalistes révolutionnaires, *antiparlementaires*, et résolument, nettement, catégoriquement ; mais ce n'est pas pour céder la place à quelque nouveau César, c'est pour prendre *toute la place* — tout le pouvoir au syndicat, vous dis-je ! O patrie, patrie française, patrie des chantres de l'éternelle Révolution, patrie de la Liberté, réveille-toi, mère, et que tous tes fils, tous ceux qui ont conservé le vieux levain libéral, tous ceux qui veulent rester fidèles à la tradition libérale, j'entends *à la grande tradition révolutionnaire*, qu'ils se lèvent et qu'ils se dressent ! L'Europe ne deviendra ou ne restera tout entière fasciste que si la France le devient à son tour ; mais elle ne le deviendra pas ; il lui appartient de *renverser la vapeur* et de faire reculer la nouvelle invasion des Barbares, non de ces Barbares qui représentent quelque chose de neuf et de nouveau, une sorte de *fraîcheur sociale*, mais de ces Barbares vieux style, *pirates gouvernementaux*, archi-vieux, archi-usés, flétris par l'âge et les mauvaises habitudes, drapés dans de vieux oripeaux, loups ravisseurs déguisés en bergers ! *Giovinezza* : c'est le chant national fasciste, mais que veulent ces soi-disant *jeunes* ? Où s'égarent-ils ? Dans la vieille ornière de l'Etat-Moloch ! Nous leur accordons que le parlementarisme est une vieille chose archi-usée ; mais s'ils sont vraiment jeunes, grands dieux, qu'ils n'aillent pas nous faire retomber dans l'antique servitude, sous l'antique joug: Jeunesse, jusqu'ici, a été synonyme de Liberté, il appartenait à notre époque de nous faire voir des jeunes aspirant à l'esclavage ! Cette dérision nous manquait ! Mais non, il y a erreur d'aiguillage : la solution facile, encore une fois, c'est le fascisme — solution de paresse, de pauvreté d'imagination, de lâcheté ; la solution difficile, évidemment, c'est *l'anarchie*, c'est-à-dire la création d'un *ordre libre* ; car, l'anarchie, ce n'est nullement le désordre, mais *un ordre supérieur*, le seul ordre qui convienne à des êtres libres, et qui mettra fin au *vieux désordre* que constitue *tout gouvernement*, passé, présent ou futur ! Le gouvernement personnel ou despotique est impossible; le gouvernement représentatif est impossible, le gouvernement est impossible ; césarisme ou anarchie ! Ce que démontrent avec une inflexible rigueur une rigueur toute mathématique, les coups d'Etat faits ou à faire, c'est la nécessité vitale, impérieuse, inéluctable de la Révolution sociale !

Edouard BERTH.

Au moment où ce numéro vous parviendra,

CAMARADES ABONNÉS,

notre brochure sortira des presses :

DEUX ANS D'INDOCHINE

Un fleuve de sang

48 pages en in-16 jésus dont nous avons pu fixer le prix à un franc *seulement.*

Il faut que tous nos camarades, non seulement l'achètent et la lisent, mais s'en fassent les propagateurs enthousiastes et zélés. Qu'ils nous en commandent 10 (9 fr.), 50 (40 fr.) ou 100 (60 francs), et qu'ils les vendent autour d'eux.

Nous savons bien que l'Indochine c'est loin ! Nous savons bien que des préoccupations plus directes, d'un intérêt matériel plus immédiat sollicitent l'esprit de tous, mais la lutte contre le capitalisme est une.

En faisant connaître sa férocité et sa lâcheté aux colonies, on facilite la lutte contre lui, ici même.

Il faut

DÉSHONORER LA BOURGEOISIE

Faites connaître partout la vérité sur l'Indochine !

Vendez notre brochure !

Passez de suite votre première commande !

LA BATAILLE DES FONCTIONNAIRES

Faisons le point !

L'Union Nationale joue et gagne

Les fonctionnaires viennent de subir une incontestable défaite ; ils sont atteints dans leurs traitements, dans leur retraite et dans leurs conditions de travail.

Leur défaite s'aggrave du fait qu'ils la subissent sans une réaction profonde.

Elle engage gravement le sort de la classe ouvrière tout entière.

Il n'y a à la défaite qu'une consolation : les organisations syndicales ne sont pas entamées, mais il faut bien se demander si ce n'est pas là simplement une consolation formelle et si elles demeurent capables d'action.

Décembre 1933

A vrai dire, la défaite date de décembre. En s'interdisant à cette date de renverser le ministère Chautemps — qui devait s'effondrer dans la boue de l'affaire Stavisky — la Fédération des fonctionnaires capitulait sans combattre. Elle avouait que toutes les menaces faites n'étaient que jactance.

Je ne pense pas que le blâme doive retomber seulement sur les dirigeants de cette Fédération. Il atteint nombre de militants de province qui ont déconseillé l'action et il touche les masses elles-mêmes. Séparer les dirigeants des masses est un sophisme dans lequel nous ne tomberons pas. L'organisation dans son ensemble s'est révélée incapable d'accomplir les tâches qui sont la raison même de son existence. Grosso modo, la démocratie syndicale existe dans la Fédération des fonctionnaires ; les conseils nationaux qui ont suivi la retraite de décembre ont certes marqué un mécontentement mais sans assez de netteté, sans assez de virulence.

Pourquoi cela ?

C'est qu'au fond nombre de militants de province partagent leur temps entre le syndicat et un comité électoral « de gauche ». Les angoisses du député avaient amolli le comitard et, par contre-coup, le militant syndicaliste. De plus, il faut noter à leur décharge qu'ils sentaient les masses troublées par la campagne brutale et savante menée contre les fonctionnaires ; quel que fut leur sentiment personnel, ils craignaient d'être mal suivis par des troupes que leur dispersion dans le pays, leur éducation, leur manque de rudesse naturelle disposent toujours au compromis. Le fonctionnaire français est trop bien élevé pour savoir se battre et il lui reste comme une pudeur à défendre ses sous en enflant la voix — bien qu'il les aime.

L'opinion publique l'effraie ; il la sent dressée contre lui. La C.G.T. l'assure bien de son appui mais au demeurant qu'est-elle ? Elle n'ajoute guère aux forces des fonctionnaires qu'un fond de tableau ouvrier. La C.G.T.U. annonce bien que la classe ouvrière est avec le travailleur des services publics mais elle aussi que représente-t-elle en dehors des cheminots ? Beaucoup de poussière. Si les militants ouvriers comprennent que le problème du traitement des fonctionnaires est celui de leur classe, l'ouvrier, l'employé, le chômeur « moyens » envient ce fonctionnaire qui vit encore dans une aisance relative et qui échappe aux angoisses du chômage. Et ce fonctionnaire se fait petit. La presse et les officiels lui jettent à la tête des mots sonores : « votre part de sacrifice », il est touché. Il se sent un goinfre. Troublé, il est prêt aux concessions : « pour trente francs par mois, on ne va pas risquer sa situation ».

Tout cela a existé. Tout cela est vrai. Il n'en reste pas moins qu'à ne pas se battre, après avoir brandi des foudres on n'inspirera que le sourire aux prochaines batailles. Une attaque limitée voulait une riposte — limitée elle aussi mais qui aurait été un coup de sonde sur nos possibilités réelles et un aguerrissement à des actes plus décisifs en face d'une attaque plus brutale.

Février 1934

L'occasion est donc passée. Et on s'oriente vers la recherche d'une plate-forme qui liera en un bloc tous les travailleurs. Ici même, après la bataille de février l'an dernier, j'avais soutenu cette idée qu'il fallait rompre l'isolement des fonctionnaires, leur donner leur place dans une bataille générale livrée pour l'avenir de toute la classe ouvrière.

On n'y arrive qu'après décembre — ayant laissé passer le Congrès confédéral de la C.G.T. et en particulier négligé ce qu'il contenait de fécond : la plate-forme d'action présentée à ce Congrès par Delsol.

Mais brusquement, surgi des excitations de presse à propos de l'affaire Stavisky, arrive le coup de main du 6 février.

D'un seul coup, *la plate-forme d'action commune* est trouvée : c'est la lutte contre le danger fasciste. Elle se concrétise dans la journée du 12 février.

Mais dès ce jour la classe ouvrière — dans son ensemble — commet une sensible erreur d'appréciation de la situation. Elle dénonce non le gouvernement imposé par l'émeute, mais un fascisme à venir : celui des bandes armées ; elle attend la lutte suprême contre cet ennemi et elle manifeste contre lui à Paris et jusque dans les provinces reculées.

Le Plan

Cette journée est belle mais elle est sans lendemain.

A l'abri de la méprise, le gouvernement d'Union Nationale s'installe. On le croit provisoire et anodin ; la C.G.T. agit comme si la présence des radicaux et de Marquet dans son sein constituait pour la classe ouvrière une sauvegarde ! Elle imagine que ce gouvernement ne pourra sans se désagréger avancer dans la voie de la réaction et, rassurée sur le présent, elle songe à l'avenir : elle établit son « plan ». Ce plan, au centre duquel elle place le Conseil Economique du Travail et le contrôle du Crédit, elle le conçoit tout entier dans le cadre du capitalisme (1). Il s'agit de régulariser le fonctionnement de l'organisme actuel. Aussi pour sa réalisation se tourne-t-elle bien plus vers les éléments petits-bourgeois que vers les éléments prolétariens. Aussi néglige-t-elle de développer son succès du 12 février dans la classe ouvrière et ne cherche-t-elle point à profiter de la psychose d'unité qui s'est créée pour attirer à elle les masses prolétariennes.

Sans doute, ses dirigeants, au fond, ne tiennent-ils guère à voir affluer dans son sein un torrent d'éléments révolutionnaires qui compromettraient l'ordonnance du « plan », troubleraient son flirt avec les classes moyennes et l'obligeraient à envisager des moyens d'action enfin énergiques. Ses moyens d'action à elle, ils restent dans l'ombre. De quoi s'agit-il ? De faire une vaste propagande dans le pays pour le « plan ». Et après, comment se réalisera-t-il ? La C.G.T. déclare bien qu'elle n'exclut aucun moyen d'action mais elle n'en précise aucun. On croit deviner qu'elle réclamera la dissolution et de nouvelles élections. Des élections où un « bon parti » sans doute prendra une fois de plus le plan de la C.G.T. que selon l'habitude il remisera les élections passées.

Expliquons-nous d'ailleurs nettement sur ces « illusions réformistes ». Elles constituent la chimère des chimères. Chimère de penser qu'on peut domestiquer le profit et le laisser subsister comme un mouton paisible qui se laisserait tondre périodiquement. Il faut penser bourgeois ou penser prolétarien. Si l'on pense bourgeois, c'est Tardieu qui a raison : toute mesure « *socialisante* » amène l'argent à se cacher ; embêter les fraudeurs fiscaux, c'est embêter tout le monde car peu ou prou tout le monde fraude dans les classes moyennes ; la rente baisse, la trésorerie est à sec, le budget en déséquilibre : l'édifice social tremble. Si l'on pense prolétarien, c'est Lénine qui a raison : avant d'instituer le carnet de coupons, le prélèvement sur le capital, il faut emprisonner mille banquiers, mille journalistes, mille patrons, etc... (Il faut donc être le pouvoir, quelle que soit la formule qu'on lui donne : le pouvoir au syndicat, au soviet, au parti). Il faut cesser de prendre pour thermomètre les cours du 3 %, et pour base d'action la défense de la petite épargne.

Avec son plan, la C.G.T. s'embarque donc dans une aventure sans issue, ni bourgeoise, ni prolétarienne ; elle y use son prestige du 12 février et reprête le flanc à la critique communiste.

(1) Voir le *Peuple* du 1er mai.

A la C.G.T.U.

Les communistes, bien ancrés dans la C.G.T.U., et solidement appuyés sur l'*Humanité*, ont commencé par décevoir les masses par leur furieuse campagne contre l'*Unité sentimentale*. Ils ne veulent d'unité que celle qui mettra les masses sous leur direction. Le manque de mordant de la C.G.T. dans la question de l'unité, facilite leur manœuvre et ainsi trouve la classe ouvrière aussi profondément divisée que jamais. Au cri d'« *Unité d'Action* », les communistes préparent la guerre civile du prolétariat. Leur tactique est de se mêler aux meetings et aux manifestations confédérées en groupes compacts et décidés et de commencer à y imposer — à coups de gosier — leur dictature. Devant cette tactique, la C.G.T. prend peur et décommande la manifestation *fermée* (fameux moyen de propagande) préparée à la suite des Etats généraux. Mais dès lors les polémiques recommencent et déjà se dessine la riposte : l'unitaire chahute le confédéré — le confédéré chahutera l'unitaire. Au premier mai, un coup d'œil rapide dans la presse nous révèle des incidents de ce genre à Lille et à Alger. Et l'*Huma* a tort de triompher du chahut anticonfédéré de Marseille. On le lui rendra.

Les décrets-lois

Mais du moins la C.G.T.U. fait-elle vraiment de l'action ? L'action ne rend quelque peu que contre des fantômes ou des provocateurs : on conspue Vallat, on conspue Henriot — on laisse faire Doumergue. Les décrets-lois sont annoncés : cela c'est déjà un fascisme, les masses ne le sentent pas et il n'y a pas de réaction. Que fait la C.G.T. en ce début d'avril où Doumergue signe les décrets-lois ? Un hasard providentiel veut que les 7 et 8 avril elle ait justement à réunir ses Etats généraux du Travail. Elle n'en profite même pas pour dénoncer ce premier acte antidémocratique, elle, champion d'une démocratie, hélas ! trop vague et trop formelle. Et elle rapetisse sa manifestation au lieu de l'élargir ! Alors pourquoi Doumergue se gênerait-il ?

Les décrets-lois consacrent la défaite des masses laborieuses. La réaction est anodine, comme il fallait s'y attendre après la capitulation de décembre.

Mais ici encore, il faut bien noter que toute la responsabilité n'incombe pas aux dirigeants réformistes. Les manifestations du 16 avril n'atteignent pas une force suffisante. On chiffre les manifestants par milliers quand les victimes des décrets-lois se chiffrent, elles, par dizaines de milliers. Que se passe-t-il donc, encore ? Les patients sont chloroformés par la grande presse, le chantage de la caisse vide agit et ils préfèrent perdre un peu que tout. Les mouvements sporadiques déclenchés par les unitaires et les sanctions qui les ont suivis ont jeté la crainte dans bien des cœurs. Les éléments « loyalistes » comme les associations de retraités, d'anciens combattants, de petits commerçants répugnent — malgré les risettes de Jouhaux — à se joindre à des manifestations où l'on chante l'*Internationale* et où l'on crie « *Vivent les Soviets !* »

La situation comporte des éléments totalement

contradictoires : les militants du rang veulent l'action et blâment leurs chefs de ne pas les y conduire, les masses ne sont pas encore touchées profondément et au fond les chef interprètent leur passivité. En un mot, la situation n'est pas mûre.

Il faut s'arrêter une minute sur les signes de cette non-maturité : des sanctions frappent un peu partout pour les événements d'avril et même pour la grève du 12 février ; les P.T.T. se voient infliger une nouvelle réglementation de leur avancement qui est un vrai désarmement de la corporation ; les manufactures de tabacs subissent des sanctions collectives.

La réaction est insignifiante.

Carence confédérée ? C'est tôt dit. L'unitaire ne réussit pas davantage à entraîner à une action véritable. Il a bien tenté, le 13 avril, une action dans les P.T.T., mais pourquoi a-t-il choisi une corporation où ses organisations sont faibles ? S'il pense vraiment que l'heure de l'action est venue, pourquoi ne tente-t-il pas l'action dans les corporations où le syndicat unitaire est assez puissant comme dans les cheminots pour assurer l'élection de délégués unitaires au Conseil supérieur.

D'ailleurs l'unitaire a trop sujet à prendre pour de l'action... rien du tout. Ainsi l'*Huma* du 29 avril, je crois (je cite de mémoire), donne pour l'Enseignement de la région parisienne des instructions dans ce genre : faire la grève dans les écoles où le personnel la suivra en majorité (c'est-à-dire nulle part, en réalité) ; là où ce n'est pas possible, prolonger les récréations ! ne pas faire travailler les enfants ! consacrer les leçons à des exercices relatifs au 1er mai ! Quelle action est-ce que celle qui n'engage pas la responsabilité devant les chefs ! Ce n'est même pas l'équivalent d'une signature au bas d'un ordre du jour. On se donne l'air d'agir. On n'agit pas.

En résumé, le schéma de l'inaction est celui-ci : le confédéré attend une impossible unanimité des masses, l'unitaire attend l'adhésion du confédéré, tout cela en se disputant.

Les fautes

Ce qui est grave à mon sens, c'est que nul ne fait le nécessaire pour sortir les masses de leur état d'esprit actuel et emporter leur adhésion à une action virile.

La première nécessité est de se mettre d'accord. Je vois, le 15 avril, à Nice, des incidents entre unitaires et confédérés (résultat de l'application de *U-ni-té d'Ac-tion !*) A mesure que l'incident se poursuit, la foule se délaie. Les fanatiques des deux camps restent, les tièdes, ceux qui ont besoin encore de discours et d'explications, s'en vont sans les entendre.

A l'origine de la désaffection des masses pour les organisations et l'action, il y a nos disputes. Le travailleur veut voir les choses « en gros » — il veut bien se faire casser la figure face à la bourgeoisie, il se refuse à se donner des migraines pour examiner le dossier de nos procès respectifs.

Pour arriver à l'action, il faut simplifier le problème du choix et il n'est qu'une simplification : union dans la centrale la plus nombreuse, liberté d'opinion et démocratie syndicale (pas d'étouffement, camarades de la C.G.T., pas de manœuvres, camarades unitaires), discipline dans l'action. Hors de là, il n'y a que mauvaise littérature et impuissance *pour tous*.

Pour cette unité, il faut reconnaître que ni la C.G.T. ni la C.G.T.U. n'ont fait le geste qui s'imposait. La C.G.T. se devait d'offrir, en février, le plus large des Congrès de fusion ; la C.G.T.U. se devait de rallier la majorité de la classe ouvrière.

La propagande dans les masses demeure non seulement entachée par nos polémiques, mais elle demeure mal efficace. La C.G.T. a un quotidien, *Le Peuple*, j'ai pensé qu'il était du devoir d'un syndicaliste de s'y abonner. D'une façon générale, il manque de sens ouvrier ; récemment on voyait sur plusieurs centimètres de hauteur s'étaler les titres assurant la défense de M. Pressard ; mais la manifestation des fonctionnaires devant l'Hôtel-de-Ville (940 arrestations) y devait occuper quelque 30 lignes ! Et il m'a fallu chercher l'annonce des sanctions contre les postiers pour la trouver. Le *Peuple*, je pense, n'a point pour principal objet la défense de la tribu Chautemps ; M. Pressard est peut-être sali plus qu'il ne le mérite, mais à tout prendre nos camarades passés à tabac sont au moins aussi intéressants ! Toute la presse confédérée est imprégnée ainsi d'un jobardisme effarant. La *Tribune des Fonctionnaires* se croit obligée, par libéralisme sans doute, de faire dans chaque numéro place aux arguments de la bourgeoisie, comme si chacun d'entre nous ne les trouvait pas chaque jour dans la presse bourgeoise qu'il ne peut se dispenser de lire !

L'*Humanité*, elle, opère en sens contraire. Chaque huit jours, elle prend une taupinière pour une montagne ; mais sans doute est-ce par son excitation sans mesure contre les confédérés et les socialistes qu'elle est la plus nuisible. Elle est l'instrument le plus parfait de nos divisions et des haines ouvrières.

D'un côté, un « démocratisme » dépourvu de toute base ouvrière, de l'autre côté un battage qui défie le bon sens. Rien qui soit loyalement révolutionnaire.

L'Union Nationale triomphe

Aussi l'Union Nationale joue et gagne.

Premier signe : l'élection de Mantes. Je n'ai pour aucun politicien un amour immodéré, mais la défaite de Bergery est significative. En vain argue-t-on qu'il ne s'agit que du déplacement de quelques centaines de voix. Il a suffi là, il suffira ailleurs. Ce déplacement marque que le français moyen marche dans l'Union Nationale : il a le cœur à gauche et le portefeuille à droite. Sitôt que la rente vacille, le portefeuille commande et il ne retrouvera son cœur qu'avec la prospérité. Il marche dans l'Union Nationale mais il marcherait contre le fascisme ! Il ne voit pas qu'ils sont frères et sa peur de l'aventure l'aveugle. Le sourire de Gastounet au fond le rassure, surtout lorsque ce sourire s'accompagne d'exhibitions militaires comme celles que Paris a connu ce 30 avril.

L'élection de Mantes marque, pour l'instant, l'inutilité du fascisme traditionnel, si je puis dire. L'Union Nationale suffit. Ordre. Autorité. Na-

tion. Tout y est. Marquet peut être fier entre ses co-équipiers Mallarmé, Pétain et Barthou. Le syndicalisme des fonctionnaires se soumet. Le service de deux ans mûrit ; les alliances se resserrent !

Enfin, l'ordre règne dans la rue. C'est la signification essentielle du 1er mai. On essaiera à grand renfort de manchettes de persuader la classe ouvrière que ce Premier Mai est le commencement d'une grande chose : on montera en épingles des bagarres par ci, par là, on confondra des ateliers, des usines, des magasins fermés sous le signe du muguet par des patrons conciliateurs ou sous celui de la crise comme à Calais avec un chômage volontaire et revendicatif ; moi, je vois que l'*Huma* n'annonce que 30.000 manifestants à Vincennes et 4.000 à Marseille (600.000 habitants !). Et je sais comment l'*Huma* et tous les militants comptent avec les yeux de leur foi... (500 mètres de manifestation ne donnent pas 2.000 manifestants par 4 !)

Ce 1er mai marque la fin de l'élan de février. Il marque notre défaite : les fonctionnaires, ce jour-là, n'ont pas fait grève, ils n'ont pas effectué leur liaison avec la classe ouvrière. Et il ne nous reste pas même la ressource d'inculper Jouhaux ! Jouhaux a lancé le mot d'ordre : « *Chômez le 1er mai !* », et les syndicats de fonctionnaires n'ont point fait de cette parole un acte. Les meilleurs — ceux de la Fédération autonome — après avoir osé à plusieurs reprises des actes nets de résistance sur les lieux de travail n'ont pas marqué le 1er mai. Encore un coup, tout essai pour se rejeter les responsabilités des uns aux autres est vain. Personne — sauf dans une certaine mesure la Fédération autonome — n'a fait pour rétablir la puissance ouvrière, les *gestes*, les *actes* qui s'imposaient.

Qu'on ne crie pas au pessimisme ! Il n'y a pas de pessimisme à conduire un malade devant la bascule et à enregistrer son poids. Il n'y a que le goût des choses claires et le dégoût des illusions mortelles. Le vrai pessimiste pêche à la ligne, il ne garde pas sa place dans le travail syndical. Le fait brutal est là : l'Union Nationale a réussi sa mission. Arrivée derrière l'émeute, elle s'est installée timidement pendant que nous préparions d'hypothétiques et romantiques combats ; elle a toléré notre sursaut d'énergie du 12 février pour nous rassurer et ne pas risquer la tempête en pleine désorganisation. Maintenant, dans la tranquillité de la rue, Mantes sonne leur destin aux députés radicaux récalcitrants. Dissolution ou non, c'est l'*Union Nationale* sous la direction de Tardieu. *L'aspirant dictateur* dénoncé par Challaye est à pied d'œuvre ; il a su jouer de la presse et de l'émeute avec une maestria profonde. Ce ne sera plus qu'un jeu pour lui de démontrer à la droite que l'Union Nationale c'est la sauvegarde contre le socialisme et à la gauche que cette même Union Nationale est la sauvegarde contre le fascisme. Bourrer le crâne est moins aléatoire qu'ouvrir l'ère des batailles, avec un prolétariat comme le nôtre si capable de grands élans et... si incapable de résister au grignotage journalier. Le fascisme sera mis en sommeil — ses bandes qui se font bénignes et nient leur « glorieux » 6 février se feront oublier jusqu'à ce qu'on ait encore besoin d'elles.

La crise économique

Aura-t-on besoin d'elles bientôt ?

C'est le secret de la crise économique. Nous disions que la situation n'était point encore mûre pour des mouvements de masses profonds. Elle mûrira — appelant le fascisme — si la crise s'accentue. Pour l'heure, la crise est assez grave pour rendre ceux qui ont du pain pusillanimes et peu amateurs de coups de tête. Elle ne l'est pas assez pour rendre les masses enragées.

L'échec de la politique de déflation contribuera au mûrissement révolutionnaire.

Mais cet échec n'est point automatiquement assuré. La diminution du pouvoir d'achat des masses doit bien aggraver la sous-consommation et les rentrées d'impôt — mais il ne faut point oublier que la crise a dans le capitalisme une fonction brutale à remplir : dépouiller la classe ouvrière des avantages qu'elle a acquis et rendre au capitalisme sa toute puissance.

J'ai entendu un petit patron saluer la crise à peu près en ces termes : « *L'ouvrier, on ne pouvait plus lui faire une observation. Chaque jour, il était plus exigeant. Il fallait écorcher le client et ne rien gagner. Maintenant, c'est moi qui puis choisir mes ouvriers. Personne ne me demande plus son compte...* »

Ainsi, le chômage — qui va s'aggraver des mises à la retraite — redonnera au patronat son matériel humain peu exigeant et très soumis.

L'exploitation de l'homme par l'homme va pouvoir reprendre. Il suffit que l'argent remis en confiance demande à travailler ! L'ordre régnant, M. Germain-Martin s'y emploie. La rente remonte. L'inquisition fiscale va se faire bénigne. L'impôt sur les coupons va être diminué ; les gros revenus seront frappés d'un impôt plus faible. Le riche va cesser d'être le malheureux traqué sur lequel les journaux bourgeois nous ont apitoyés.

Tout cela suffira-t-il à remettre les affaires en branle ? La vieille thérapeutique sauvera-t-elle, une fois de plus, la société française de convulsions sanglantes ? Et jusques à quand ?

Evidemment, on ne peut apporter à ces questions que des réponses liées à l'évolution de la crise mondiale et nous avons tenu simplement à mettre nos camarades en garde contre un certain fatalisme révolutionnaire...

Rien n'est fatal ! Méfions-nous en gardant trop notre poudre pour « la lutte finale » de nous laisser dévorer feuille à feuille.

On a reproché parfois au syndicalisme de manquer de perspective. En l'occurence, il en a peut-être trop eu. Il lui incombe à cette heure de se remettre au travail et de parer à ses insuffisances. Refaire l'unité, regrouper les corporations ouvrières, assurer l'unité de lutte du prolétariat ouvrier et du prolétariat administratif sur des mots d'ordre concrets et réorganiser sa presse, telles sont ses tâches les plus pressantes. Travailler, plus que s'exciter.

Il y a urgence. L'Union Nationale n'a point achevé sa malfaisance. Elle poussera implacablement son avantage sur tous les terrains.

Nous avons raté notre offensive en février. Ne ratons pas notre défensive en mai.

B. GIAUFFRET.

La bataille continue !

La bataille des fonctionnaires engagée depuis juin 1932, t dont nous avons signalé dans la *R. P.* les différentes éripéties, n'est pas close par la parution des décrets-ois du 4 avril. Il serait même périlleux de donner aux nanifestations du 13, du 15 et du 16 avril, le caractère 'une « protestation pour sauver l'honneur ». Déjà, le re-ul — d'ailleurs stratégique — du gouvernement sur la uestion des retraites est un symptôme réconfortant. La rutalité dans les sanctions, la hâte avec laquelle on veut ousculer le personnel des centraux interurbains, traduisent lutôt l'énervement de l'inquiétude que le calme de la ésolution implacable.

Pas de point final... des points de suspension... un oint d'interrogation...

Profitons donc de cette suspension pour chercher dans a relation même de la bataille, l'explication de notre chec momentané. Et précisons, pour chaque étape prin-ipale, l'effort de résistance des fonctionnaires et le résul-at obtenu par le gouvernement.

Les étapes de la politique de « déflation »

En juin 1932, au lendemain des élections qui portaient Herriot au pouvoir, un premier projet d'économies budgé-aires aboutissait, après longues et périlleuses négociations vec la Fédération des fonctionnaires, à une première ré-luction des crédits administratifs — les traitements et in-lemnités demeurant hors d'atteinte.

Cependant les deux ministres des Finances du Budget : Germain-Martin et Palmade, en soumettant brusquement u Parlement leur projet de « conversion des rentes », réparaient les conditions psychologiques favorables à la éduction des traitements. Mais la publicité qu'ils don-ient à leurs intentions et à l'élaboration de leurs textes gêne notablement leur opération, que la chute de Herriot mpêche d'ailleurs de mener à sa fin.

C'est ensuite, sous le ministère Paul-Boncour, le fameux lécret Chéron qui arrête le recrutement dans toutes les dministrations publiques.

C'est le vote, sous le ministère Daladier, du douzième provisoire de février 1933, par lequel on opère un premier prélèvement sur les traitements et on institue une Com-nission de révision des indemnités.

C'est la préparation, par Lamoureux, d'un projet de edressement budgétaire dont la discussion provoque la chute, en octobre 1933, du ministère Daladier.

C'est la chute du ministère Sarraut, causée par la fixa-ion à 12.000 francs du minimum des traitements non tteints.

C'est le vote du projet Chautemps-Marchandeau, en dé-cembre 1933, frappant les traitements au dessus de 12.000 francs, d'un prélèvement de 2 à 8 %, et fixant à 600 mil-ions le total forfaitaire des économies à réaliser sur les ndemnités.

Ce sont les propositions de la Commission des Econo-mies, en janvier 1934, atteignant lourdement les indemnités de résidence que touchent tous les fonctionnaires urbains.

Ce sont, enfin, les décrets-lois du 4 avril 1934 dont les trois dispositions principales sont connues :

1° *Prélèvement de 5 à 10 % sur tous les traitements, sans aucune exonération ni abattement à la base ;*

2° *Licenciement prévu de plus de 80.000 fonctionnaires ;*

3° *Bouleversement complet du régime des retraites éta-bli par la loi de 1924, régression même sur celui que le Second Empire avait accordé à ses fonctionnaires en 1853. Une pension qui atteignait les 3/4 du traitement maximum dans la majorité des cas, est réduite à sa moitié (60 % pour quelques rares privilégiés).*

La victoire de la haute bourgeoisie — victoire sociale, et non aboutissement d'une politique budgétaire — appa-raît plus nettement, lorsqu'on considère les conditions dans lesquelles les petits traitements ont été touchés.

Nous avons noté, l'année dernière (cf. : *Trois semaines qui ébranlèrent l'Etat*, « R. P. » de mars 1933), avec satis-faction que le *minimum vital de* 12.000 *fr.* était entière-ment préservé (dans tout traitement, le prélèvement ne portait que sur la fraction du traitement supérieure à cette somme).

En décembre 1933, premier recul. Il ne s'agit plus d'*abattement à la base*, mais d'*exonération*. On ne touche pas aux traitements inférieurs ou égaux à 12.000 fr. Mais au dessus de ce minimum, tout traitement est frappé *dans sa totalité*.

En avril 1934, la notion de minimum vital disparaît complètement. Tous les traitements sont atteints.

Les étapes de la résistance des fonctionnaires

Nous pouvons, en regard, caractériser en quelques mots ce que fut la résistance des organisations confédérées de fonctionnaires.

En juin 1932, on négocie avec le gouvernement. On ac-cepte l'article 6, portant fixation des économies adminis-tratives, contre l'abandon de tout prélèvement sur les trai-tements et indemnités, contre la promesse de ne pas ap-pliquer les dispositions de la loi de finances de 1932 qui changeait, dans des conditions que nous avons déjà si-gnalées, le statut des retraites de certaines catégories de fonctionnaires, particulièrement des instituteurs. Promesses et engagements que le gouvernement, en la personne du plus avisé et du plus tenace de ses membres : M. Germain-Martin, était disposé à ne jamais respecter.

De juin 1932 à décembre 1932, on mène une grande campagne d'agitation et de propagande, marquée par des meetings et des manifestations de rue dans tout le pays.

A partir de cette époque, le Cartel confédéré se tiendra en relations permanentes avec le groupe socialiste parle-mentaire, s'efforçant de l'entraîner dans l'opposition aux mesures de déflation budgétaire, et de dissocier, par cette tactique, la majorité issue des élections de mai 1932.

La scission socialiste — quels que soient les motifs in-voqués par les uns et les autres — apparaîtra, à l'histo-rien de l'avenir, comme une des conséquences de l'action syndicale des fonctionnaires. Les principes, les thèses se développèrent lorsque le fait fut accompli, mais la scis-sion s'était opérée dans le groupe parlementaire, puis dans le parti, dès qu'elle eût été consommée au sein de la clientèle électorale. Encore n'évita-t-on, en décembre 1933, qu'elle ne fût plus grave, qu'en se réfugiant dans une abstention suivie d'une fausse sortie un peu trop bruyante (cf. : enquête menée dans la *R. P.*, l'année der-nière, sur le mouvement des fonctionnaires et l'attitude du groupe parlementaire socialiste).

En décembre 1932, on accepta tacitement le décret Ché-ron, l'arrêt du recrutement ; nos camarades du bureau de la Fédération mesurèrent certainement, depuis cette date, toute la gravité de la « chéronade » qui fournissait, aux velléitaires fascistes de sérieuses possibilités de recru-tement dans une jeunesse intellectuelle, privée de tout avenir.

Le 20 février 1933, ce fut la grande journée de protes-tation nationale dont on n'a pas perdu le souvenir, mais qui malheureusement fut sans lendemain et qui ne put empêcher notre première défaite, la plus grave peut-être — car elle ouvrit la brèche, par laquelle toutes les au-tres diminutions sont passées.

De février 1933 à la rentrée parlementaire, l'attention se concentra sur la lutte particulière des instituteurs, abou-tissant à la rupture avec le gouvernement.

A la rentrée, un beau départ, la préparation minutieuse d'une nouvelle manifestation contre les projets de redres-sement budgétaire, Daladier-Lamoureux. Mais la chute de deux ministères en deux mois abaisse brusquement « la température syndicale » de nombreux adhérents et même de militants des syndicats de fonctionnaires. L'isolement dans lequel ils se sentent, leur inquiétude politique gran-dissante, la lassitude d'une opinion parlementaire que do-mine la hantise de la dissolution corrompent et brisent la volonté qui entraîna le Cartel confédéré à la lutte

pendant 18 mois. Et on laissa passer, sans aucune réaction, le vote du projet Chautemps.

En janvier 1934, ce fut un réveil brutal, un sursaut passionné, lorsqu'on apprit les propositions de la Commission de révision des indemnités. Il est vrai que l'opinion publique était agitée, plus ou moins profondément, par le scandale Stavisky, et que l'on pouvait profiter du désarroi des Pouvoirs Publics. Spontanément, de grandes manifestations furent organisées dans toutes les grandes villes. A Paris, les sections départementales des fonctionnaires prirent l'initiative d'une démonstration, le 22 janvier, sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Elle eut une ampleur inespérée ; le gouvernement céda, sans plus de discussions et renvoya les dispositions attaquées devant la Commission, pour nouvelle étude.

Inutile de revenir sur la participation des fonctionnaires à la journée confédérale du 12 février.

Les journées d'avril

On n'attend pas de nous une relation des événements du 13 et du 16 avril. Un tel honneur revient aux militants des corporations qui ont effectivement combattu et qui sont aujourd'hui meurtris par la répression.

Sur l'action engagée contre les décrets-lois, nous n'exprimerons que quelques observations.

Elle fut, à notre sens, beaucoup trop tardive. N'était-il pas possible de l'engager avant la parution des décrets-lois ? Nos camarades n'ont-ils pas été à nouveau dupes de la fourberie politicienne d'un Chautemps qui les assurait, au lendemain du renvoi des Chambres, que les fonctionnaires ne seraient pas touchés, que le parti radical ne le permettrait pas ?

Le scandale même du bouleversement du régime des retraites ne pouvait-il être prévu par un bureau fédéral disposant de larges moyens d'investigation et de documentation ? L'action préventive aurait pu sans difficulté prendre le même aspect qu'en janvier — c'est-à-dire celui de rassemblements publics. Certains militants de la section de la Seine des fonctionnaires avaient demandé en vain, dès la fin de mars, la convocation immédiate de tous les conseils nationaux des Fédérations adhérentes au Cartel confédéré. Et, par une ironie savoureuse, comme réponse involontaire à cette légitime demande, le Conseil national des instituteurs qui devait se tenir le 29 ou le 30 mars était renvoyé au 6 avril, c'est-à-dire placé devant le fait accompli. Nous aurons la loyauté de reconnaître que ni là, ni au Conseil national des fonctionnaires du lendemain, on ne vit affirmer une forte volonté d'action de la part de la majorité des délégués. Mais pouvait-on réagir contre ce qui apparaissait désormais comme inévitable ?

On avait le choix entre trois formules : la manifestation préventive, la protestation immédiate et brutale, la démonstration plus vaste ouvrant une nouvelle campagne. On n'en a retenu aucune, en fait. Nous pensions que la troisième — en choisissant la date du 1er mai —, aurait eu l'avantage d'une préparation plus soignée, et aurait lié, dans la lutte — comme le 12 février — les salariés des Services publics et ceux de l'industrie privée.

Le Cartel confédéré s'est arrêté à la journée du 16 avril — trop lointaine ou trop rapprochée — mais il n'a pas donné d'ordre unique pour toutes les Fédérations adhérentes, et il s'est trouvé dépassé par les initiatives unitaires. Double rupture de l'unité d'action, de la véritable unité d'action.

Nous ne méprisons certes pas la manifestation des universitaires, devant l'Hôtel-de-Ville. Mais on aurait simplement pu l'élargir à toutes les catégories, comme au 22 janvier 1934, ou donner à tous, le mot d'ordre d'interruption de service comme au 20 février 1933.

Nos lecteurs connaissent aujourd'hui les effets des gestes du 13 et du 16 avril : un recul du gouvernement sur la question des indemnités (300 millions d'économies au lieu de 600), une promesse d'instauration d'un régime transitoire en matière de retraites — d'autre part, une répression d'une brutalité exceptionnelle dans les Postes et à la Monnaie, des poursuites contre les militants des Finances, sanctions multiples dans les services municipaux et départementaux, une dispersion des militants dans les centres postaux importants, des menaces formelles contre les organisations syndicales.

L'action du gouvernement a sa logique interne — ou plutôt la politique de « déflation », menée par les radicaux depuis juin 1932 ne pouvait aboutir à d'autres fins. Que ces démocrates n'aient pas prévu tous les accidents de la route qu'ils ont choisie, que certains d'entre eux aient culbuté dans le fossé boueux de Stavisky, que d'autres serrent... les « freins » dans la descente trop rapide à leur gré — voilà qui ne diminue en rien leur responsabilité initiale. La boucle est bouclée ! Germain-Martin, l'homme des grandes banques, achève sous Doumergue l'œuvre qu'il a inaugurée sous Herriot.

Il faut abattre le gouvernement

Les fonctionnaires sont-ils vaincus ? Le gouvernement de la déflation est-il victorieux ? C'est poser la question sans l'approfondir. C'est se laisser stupidement hypnotisé par l'aspect budgétaire — c'est-à-dire accessoire — de la bataille.

Qui est victorieux ? Depuis des semaines, on use, sans ménagement, du terme fascisme. Il y a un pré-fascisme, un fascisme « *larvé* » (!?), un fascisme gouvernemental, même un fascisme rouge. N'y aura-t-il pas bientôt du super-fascisme ? On a raison d'alerter les militants ouvriers. Encore, faudrait-il ne pas les affoler ? — ne pas provoquer chez eux une sorte d'esprit catastrophique — ne pas les placer devant le dilemme brutal : la Révolution ou le fascisme — ne pas les étourdir par l'imminence du geste définitif ?

Le fascisme menace, sans doute, mais pour le prévenir, il importe d'abord de préciser exactement ce qu'il est et où il est, et de ne pas négliger l'action quotidienne afin de se consacrer « à la préparation des esprits ». On a trop hâtivement sonné le tocsin, depuis le 6 février. Le résultat, nous le constatons aujourd'hui. Les uns affirment que le ministère Doumergue est le fascisme, parlent de le combattre par les seules armes qui soient efficaces contre un régime de dictature totalitaire. Les autres, croyant qu'il est la dernière étape avant le fascisme, se résignent à tout subir, crainte du pire. Et la fièvre gagne les meilleurs.

Non ! le gouvernement Doumergue n'est pas le fascisme. Il est autre chose. Il est l'expression, comme le ministère Poincaré de 1926, de l'union des deux fractions du capitalisme, en antagonisme permanent, depuis le début de la crise (les fameuses « classes moyennes » — agriculteurs comme petits commerçants — n'ayant joué dans cette agitation que le rôle de masses de manœuvre) : gouverneurs du crédit et faiseurs d'affaires, magnats de l'industrie lourde et maîtres des industries de transformation, partisans de la déflation ou apôtres discrets de l'inflation. Les uns et les autres ont mené leurs jeux contradictoires derrière le décor de carton devant lequel dansent les pantins de la politique. Seulement le décor a été renversé, les pantins se sont disloqués, les masses de manœuvre ont tenté de conquérir, sous des formes diverses, une espèce d'indépendance fiévreuse.

Les rivaux alors se sont retrouvés sur le terrain social et ont pris d'un commun accord la direction des opérations.

Nous avons souvent précisé les buts sociaux vers lesquels tend la haute bourgeoisie, et dont elle s'est sérieusement rapprochée, par les décrets-lois, et le décret Mallarmé contre les postiers syndicalistes. Rappelons-les brièvement :

1° La péréquation des salaires publics et privés, au niveau le plus bas ;

2° La permanence du « chômage » que le décret d'économie aggravera certainement.

L'organisation d'une forte main-d'œuvre de réserve, par l'immigration, la diminution du nombre des fonctionnaires, l'amputation des pensions obligeant les retraités à rechercher des salaires d'appoint.

3° L'élimination progressive du syndicalisme des Ser- ices publics, qui à même de contrôler le recrutement et avancement des fonctionnaires et le fonctionnement mê- ıe des administrations de l'Etat peut limiter l'arbitraire atronal et gêner la subordination totale de l'Etat au rand capital.

On a parlé de « dumping social » du Japon, où les onditions d'exploitation de la main-d'œuvre sont telles u'il est possible à l'industrie de concurrencer victorieu- ement les producteurs européens, dans leur propre pays. 'est pour y répondre que notre bourgeoisie mène sa po- tique. Elle veut un prolétariat d'autant plus soumis à es exigences, qu'il vivra dans l'insécurité totale, et c'est arce qu'elle considère — avec raison — le syndicalisme les Services publics comme l'un des derniers barrages qui e dressent contre sa volonté, qu'elle a engagé contre lui ıne lutte à mort.

Mais ce syndicalisme lui-même a-t-il été à la hauteur le sa tâche ? Nous ne serons pas trop optimistes, en cons- tatant simplement qu'il a opposé, sous des formes multi- oles, une résistance dont la durée a surpris ses militants ux-mêmes. On a eu raison de noter la lassitude des yndiqués, dont le gouvernement a profité. Mais on aurait ort de la croire incurable, de s'imaginer que toute possi- bilité de réaction est morte. Jamais, au contraire, on a enti une telle passion dans l'inquiétude, chez ceux qui constituent, au dessus d'une masse lourde à remuer et peu préparée à combattre, les éléments permanents et fidèles de nos organisations. Si insuffisantes qu'elles fussent, les actions d'avril n'ont découragé personne, ce qui, en fin de compte, est l'essentiel. Et on aurait tort, du côté gou- vernemental, de considérer la prudence nécessaire comme une définitive abdication.

* * *

De cette étude sommaire, tirons donc quelques conclu- sions rapides :

1° Jamais l'unité organique ne s'est montrée aussi net- tement supérieure à toute forme d'unité d'action. Que nos amis autonomes, dont le courage est hors de toute discus- sion, méditent simplement l'exemple de notre syndicat d'instituteurs. Au dernier conseil national, ceux qui se sont efforcés d'entraîner les délégués à la bataille et qui par là ont influé sur les déclenchements du mouvement d'avril, étaient presque tous d'anciens unitaires ralliés au Syndicat national. Observons que jusqu'ici les fonction- naires n'ont pas mené de véritable grève — au sens ou- vrier du mot — c'est-à-dire d'interruption de travail non limitée par avance. Or celle-ci ne peut pas être organisée sérieusement si des éléments actifs et impatients demeu- rent isolés de la majorité ;

2° Le Cartel confédéré doit renouveler complètement son effort de propagande. Il ne s'agit plus d'une sorte de contre-offensive budgétaire, mais d'une dénonciation pu- blique et brutale — par l'exposé de faits concrets — de la subordination de l'Etat au capitalisme ;

3° Nous avons montré le caractère de ce gouvernement qui représente simplement la politique réactionnaire de la bourgeoisie. C'est donc à la C.G.T. tout entière qu'il ap- partient de mener la bataille, de se dresser contre lui, avec toutes les forces dont elle dispose.

Un autre jour, nous parlerons du plan des Etats Géné- raux. Nous ne jugeons pas inutile quelques revendications précises permettant le rassemblement des travailleurs. Mais un autre plan existe. Il est déjà en voie de réali- sation. C'est celui d'une bourgeoisie qui veut réduire au minimum les besoins de son prolétariat et l'enfermer dans une immense armée de mendiants, concurrents d'aujour- d'hui, mercenaires de demain. C'est cela pour elle « la rénovation économique ». Et c'est cette conviction qui doit dominer toute l'action actuelle de la C.G.T. Le Sénat romain ne tenait pas une séance, sans affirmer sa volonté de détruire la république rivale ; que toutes les manifes- tations ouvrières se terminent aussi par un cri de haine et de guerre ! Il faut détruire Carthage ! Il faut détruire le gouvernement d'Union bourgeoise.

Roger HAGNAUER.

Les fonctionnaires pouvaient-ils mieux faire ?

Les sanctions atteindront-elles leur but ?

Devons-nous porter à l'actif ou au passif du mouvement syndical, les résultats de la bataille des fonctionnaires ?

En 1932, la crise durait depuis trois ans ; dans l'indus- trie, les salaires avaient déjà subi une double amputation — presque générale — dans le taux horaire et dans le nombre des heures. Si d'eux-mêmes les traitements pu- blics devaient montrer dans le mouvement de baisse, le même retard qu'ils avaient eu dans celui de hausse, il n'en restait pas moins que les lois économiques ne pou- vaient les soustraire aux tentatives de réduction.

Le fait que le gouvernement n'est parvenu à réaliser cette réduction qu'après deux années de lutte et cinq ans de crise est un point en faveur du syndicalisme fran- çais — dont les fonctionnaires constituent depuis quelques années, l'ossature essentielle.

Les attaques contre les fonctionnaires ont été adroite- ment sériées. Les personnels émargeant directement au budget de l'Etat furent les premiers visés ; les services publics : employés municipaux, employés des sociétés concessionnaires ou des régies, cheminots, ne furent long- temps que les témoins d'une lutte longue et énervante, à laquelle ils sentaient leur sort lié, mais où ils n'étaient pas directement engagés.

Dans la grande masse des fonctionnaires et assimilés, une seule grande corporation, les postiers, possédait une expérience et des traditions de lutte ; d'autre part, les ou- vriers des manufactures de l'Etat avaient pour eux des habitudes de combat qu'ils tiennent de leurs origines et des contacts que permet le travail dans de grandes usi- nes ; mais en dehors de ces catégories, seuls les institu- teurs, dont le syndicat s'oriente de plus en plus vers un état d'esprit syndicaliste, ainsi que les catégories grou- pées dans la Fédération autonome, se détachaient un peu sur la passivité générale du corps des fonctionnaires.

Manque de traditions, recrutement pour une large part dans la paysannerie et la petite bourgeoisie, tempérament même du fonctionnaire qui, en entrant dans l'administra- tion, a opté pour une vie tranquille, sont autant de condi- tions défavorables qui doivent nous rappeler que le syn- dicalisme ardent que nous voulons ne pourra être impulsé que par des *ouvriers*, des producteurs et non par des fonc- tionnaires au sang un peu lourd.

Ajoutons le morcellement en organisations de catégo- ries, l'isolement d'un grand nombre de fonctionnaires du fait de la nature de leur fonction.

Dans ces conditions le syndicalisme des fonctionnaires pouvait-il mieux faire ?

Certes, on peut regretter le manque d'allant de certains groupements, les initiatives insuffisantes des responsables de la Fédération des fonctionnaires, bien peu doués pour jouer le rôle d'entraîneurs de leurs troupes, craignant même de jouer ce rôle et prenant bien garde de ne pas effaroucher les plus timorés. On peut également constater que la C.G.T. n'a pas apporté aux fonctionnaires le sou- tien vigoureux de campagnes énergiques sur des mots d'ordre clairs — se contentant d'accoucher après une mise en scène coûteuse d'un panneau électoral du plus mauvais goût.

Mais, ces réserves faites, il reste que je ne crois pas à la possibilité de mouvements beaucoup plus importants et plus efficaces que ceux que nous avons eu ; le 20 fé- vrier 1933, les 12 février et 16 avril 1934. Ce dernier, très mal préparé, n'a pas été aussi puissant que les précé- dents, et il faudra bien que les puissantes fédérations con- fédérées, fières de leur chiffre de cotisants, en finissent avec cette croyance en la discipline de troupes que de

longues périodes de passivité ont endormies et qu'elles s'inspirent un peu des méthodes tout de même plus viriles des groupements unitaires ou autonomes.

Tant que la bataille est demeurée sur le plan parlementaire, rien à reprendre. Ce fut une période réjouissante que celle où nous vîmes s'écrouler successivement les différentes équipes de gouvernants radicaux, tandis que cette affaire des traitements devenait un des motifs déterminants de la cassure entre les « durs » et les « mous » du parti socialiste.

Mais passé le stade des ordres du jour, des meetings, des procédés d'intimidation, des avertissements par arrêts du travail, que peuvent faire les fonctionnaires ?

Il ne leur reste que la grève générale illimitée. Or celle-ci n'est possible qu'avec l'appui de l'ensemble des ouvriers groupés en des organisations solides, et la neutralité de certaines autres couches sociales, du fait que cette grève poserait fatalement la question du pouvoir, car dans une grève directe et générale contre l'Etat il ne peut s'agir d'une grève corporative ordinaire. Or la réalisation de ces diverses conditions ne semble pas exister actuellement.

Considérons donc ce qui a été fait comme une résistance honorable ; marquons que des gens, qui jusqu'alors s'effrayaient du seul mot de grève, ont cessé le travail, à l'heure fixée par les syndicats, le 20 février 33, qu'ils ont répété ce geste le 12 février 34 pour 24 heures et le 16 avril pour une heure ; saluons cette adoption des méthodes ouvrières par les salariés de l'Etat ; ne désespérons ni du syndicalisme, ni du mouvement actuel.

Certes on peut regretter la lenteur de l'évolution des fonctionnaires, mais une seule chose pourrait hâter leur radicalisation : l'exemple du prolétariat des usines s'organisant fortement dans ses syndicats car une fraction de salariés ne peut être véritablement syndicaliste en vivant dans l'ambiance d'une classe qui dans son ensemble reste indifférente au syndicat.

*
* *

Si insuffisante qu'ait été la résistance de ceux qu'atteignent les décrets-lois, le gouvernement de l'émeute a sévi durement.

Naturellement les plus ardents dans la lutte furent frappés davantage. Bien que le mouvement syndical confédéré soit de beaucoup le plus important chez les fonctionnaires, il n'a pas la plus grosse proportion de « sanctionnés », notamment parmi les révoqués et suspendus. La C.G.T.U. ne groupe guère qu'une petite minorité chez les postiers, néanmoins, à Paris, la majorité des 35 révoqués des P.T.T. sont unitaires ou sympathisants ; à la Monnaie, 5 unitaires sur 11 révoqués.

De même, la Fédération autonome a été visée plus particulièrement : nombreuses sanctions chez les douaniers, dans les indirectes, où 8 camarades dont 7 autonomes sont poursuivis en vertu d'un texte de 1848, pour coalition de fonctionnaires !

Le plus grave est que dans les principaux centraux télégraphiques et radio-électriques, le ministre, jetant par dessus bord le tableau de mutation établi jusqu'à ce jour en collaboration avec le personnel, se propose de prononcer lui-même les nominations en ces points stratégiques.

Cette vague répressive dont nous ne pouvons encore mesurer l'étendue, en raison du nombre de dossiers encore en instance devant les Conseils de discipline, atteindra-t-elle le but cherché ?

C'est douteux, si les syndicats savent orienter l'esprit très vif de solidarité qui existe chez les personnels à statut. Nous pensons même que cela peut servir à combattre la tendance à la désaffection qui risquerait de se manifester à l'égard des organisations après l'échec que nous venons de subir.

Les fonctionnaires sont patients, de par l'exercice même de leurs fonctions ; ils sont aptes à laisser passer l'orage, sachant très bien que rien n'est éternel dans l'administration. Les hommes de réaction qui abusent de leur victoire passeront, mais ils laisseront dans le souvenir de ceux que l'on nomme les serviteurs de l'Etat, une amertume et une révolte dont les effets se feront sentir à la première occasion favorable.

Que ce soit dans le cadre d'un régime parlementaire ou d'un système autoritaire, l'Etat ne peut vivre longtemps en état de guerre avec ses fonctionnaires.

Or le syndicalisme administratif continuera malgré tout ; il sera plus vigoureux, s'il s'attaque au morcellement par catégories, s'il se débarrasse de certains cadres qui l'alourdissent, en opérant la révision des emplois et des fonctions syndicables.

Pour réaliser ce travail, la conjonction de tous les éléments agissants est indispensable. Les fonctionnaires sont moins divisés que les ouvriers de l'industrie, mais l'unité totale n'y est cependant pas moins désirable. La *Révolution Prolétarienne*, en lançant le mot d'ordre « *Au syndicat, le pouvoir !* », a insisté sur la nécessité de confier la puissance politique au producteur. Certes le fonctionnaire n'est pas exactement un producteur mais il appartient au prolétariat, et, dans le problème de la substitution de l'Etat ouvrier à l'Etat capitaliste, l'existence de cadres administratifs favorables à la révolution est un facteur important. Le développement du syndicalisme administratif et l'attitude de combat prise par l'Etat à son égard tendent à diriger l'évolution des fonctionnaires dans un sens favorable à notre cause. G. Maupioux.

La grève du Textile de Verviers

La nécessité de réserver la plus grande place de ce numéro aux leçons de la bataille de nos amis fonctionnaires nous oblige à reporter au numéro du 25 mai la seconde partie de l'article de Chambelland sur la grève du Textile de Verviers.

Au jour où nous écrivons, la bataille se poursuit, plus unanime que jamais. Entrés en grève le 26 février, cela fait donc plus de 2 mois, cela fera 2 mois et demi quand paraîtra ce numéro que les travailleurs verviétois, au nombre de 16.000, luttent courageusement pour défendre le « régime syndical ».

Certes, ils sont admirablement soutenus par le prolétariat belge, ainsi que par les paysans de la contrée, dont les envois de pommes de terre sont impressionnants.

Mais le prolétariat français va-t-il, lui, songer à les soutenir ? Ses organisations syndicales vont-elles songer à envoyer aux combattants des souscriptions qui seraient, non seulement utiles, mais réconfortantes, en tant que manifestations de solidarité internationale ? Nous engageons vivement nos amis à provoquer et à encourager un tel effort.

A titre de renseignements, indiquons que les fonds peuvent être adressés au trésorier du Comité de grève et d'exode des ouvriers du Textile, le camarade *A. Veiders, Maison Syndicale, 16, rue du Gymnase, à Verviers (Belgique)*.

Précisons que ce Comité secourt sans distinction les grévistes rattachés à la Commission syndicale belge et ceux appartenant à la Fédération libre du Peigné. Au point de vue solidarité, l'unité s'est faite à Verviers dès le début du conflit.

NOTES SUR L'U.R.S.S.

L'emprunt - impôt

Parmi les nombreux décrets de ce printemps, le plus important pour les travailleurs soviétiques est celui du 15 avril, annonçant l'émission d'un nouvel emprunt.

En voici la courte histoire :

UNE COMÉDIE BIEN RÉGLÉE

La paie de la seconde moitié de mars était la dernière qui subissait la retenue (10 % en moyenne) pour l'emprunt de 1933. Les travailleurs allaient donc en avril toucher automatiquement leur plein salaire. Mais...

Le 11 avril, les journaux font paraître quelques petites « informations » sur les précédents emprunts, dont ils ne parlaient plus depuis plusieurs mois.

Le 12, grand coup de trompe : les « oudarniks » des haut-fourneaux de Magnitogorsk adressent une lettre au gouvernement et à tous les travailleurs demandant l'émission d'un nouvel emprunt ; la lettre paraît dans tous les journaux de l'U.R.S.S. le même jour.

Les 13 et 14, grande vague de réunions publiques dans toutes les usines ; les journaux mentionnent que les mineurs, les métallurgistes, les savants, les paysans, tous, saluent « l'initiative » de Magnitogorsk et pressent le gouvernement d'émettre l'emprunt sans plus tarder. La poésie elle-même s'en mêle par la voix du grand barde officiel Démian Biédny qui pond à cette occasion deux colonnes de vers.

Le 15, le gouvernement se rend : il ne peut plus résister à un tel « enthousiasme », il émet son emprunt de 3 milliards et demi de roubles. L'annonce en paraît sur la première page de tous les journaux, le même jour, en même temps qu'une résolution du Comité central Panrusse des Syndicats lance le mot d'ordre : « 3 semaines de salaire pour l'emprunt » ; l'article de fond des journaux de ce même jour est un résumé des thèses à développer en faveur de l'emprunt.

Le 17, les journaux annoncent que les travailleurs des principales usines souscrivent pour un mois et plus de salaire ! L'émulation fait des merveilles : le jour de l'émission de l'emprunt, le 15, à 16 heures, le personnel de l'usine de construction de ponts de Dniépropétrovsk avait déjà terminé sa souscription, précédant de peu d'autres « concurrents »...

Le 19, Léningrad et Moscou remplissent 105 % de leur plan de souscription ; les autres villes suivent de près et le 20 il y a déjà pour 2, 6 milliards de souscrits.

TOUS LES CARACTÈRES DE L'IMPOT, AUCUN DE L'EMPRUNT

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'il ne s'agit pas là d'un placement des économies des travailleurs. Si ces derniers avaient des économies, ils les placeraient tout bonnement à la caisse d'épargne sans qu'il y ait besoin de tout ce tintamarre. Il s'agit en réalité d'un impôt direct sur les salaires de 10 %.

En voici des preuves :

1° Personne n'en est exempté, tout le monde le paie, car il faudrait un courage exceptionnel pour oser lever la main contre l'emprunt ; ce serait être « contrerévolutionnaire »...

2° Les sommes « souscrites » sont automatiquement retenues sur les salaires à raison d'environ 10 % de ces derniers ; personne ainsi ne voit la couleur de l'argent qu'il « verse ».

3° Ces retenues sont la règle générale depuis des années.

4° Les obligations-papiers données en échange des « versements » sont pratiquement irremboursables. On n'en rembourse le montant qu'aux étrangers qui rentrent chez eux, sur la présentation de leur passeport avec visa de retour.

Le droit légal que l'on a de toucher un prêt-secours de 60 % du montant des obligations au cas où l'on est dans le besoin est réduit à néant du fait que son application dépend de l'appréciation d'une Commission spéciale dotée d'un pouvoir absolu, qui a pour principe de toujours refuser. Les rares exceptions qui se produisent sont en fait des exonérations partielles d'impôt dont ne bénéficie que la misère la plus noire.

*
* *

On comprend très bien qu'un régime qui se donne pour tâche de développer à tout prix et à une allure désordonnée son industrie ait des besoins d'argent jamais assouvis. Pour les « techniciens » de l'économie dirigée, 3 milliards et demi de roubles, cela représente avant tout un septième des sommes qui doivent être investies dans les nouvelles constructions en 1934 ; et quant à la misère ouvrière que ce prélèvement sur les salaires peut représenter... ce n'est pas de leur ressort !

Quelle déchéance pour une « Révolution » que d'organiser systématiquement de telles comédies ; obliger les travailleurs à réclamer « eux-mêmes » une diminution de 10 % de leurs salaires, des salaires qui sont déjà des salaires de famine, diminution prévue préalablement d'ailleurs... par le budget de l'année.

Les conditions de détail de l'emprunt sont sans intérêt; le grand fait c'est que, comme par le passé, nous devrons défalquer des chiffres des salaires que nous donnera Moscou, les 10 % de l'« emprunt ».

M. YVON.

N.B. — Signalons en passant qu'à nouveau des retards dans le paiement des salaires des instituteurs se produisent. Rien que dans la province de Kharkov on leur devait au 1er mars plus d'un million de roubles ; certains n'ont pas reçu de salaire depuis 3 mois, et plus. Les instituteurs, qui ne construisent pas rapidement des choses dont on peut épater le monde, n'ont donc pas cessé d'être les enfants pauvres de la « révolution ».

L'alliance militaire franco-russe

Déposition du lieutenant-colonel de Lattre de Tassigny, le 23 avril, devant la Commission d'enquête sur le 6 février :

Un commissaire demande au témoin s'il n'est pas très lié avec l'agent des Soviets et s'il ne fréquente pas l'ambassade.

— Les relations qu'en tant qu'officier d'état-major du général Weygand, j'ai pu avoir avec les représentants officiels des Soviets, sont d'ordre confidentiel et je ne répondrai pas à ce sujet.

Sans commentaires !

*
* *

D'autre part, on a lu dans les quotidiens la nouvelle suivante :

Toulon, 6 mai. — On nous signale qu'une mission d'officiers de la marine de guerre soviétique a visité l'arsenal et les établissements de la marine de notre port. Ces officiers étaient en tenue civile. En raison de leur personnalité et dans un but compréhensible de prudence, la plus grande discrétion a été observée à leur sujet.

La Renaissance du Syndicalisme

Après les Etats Généraux du Travail

La démocratie syndicale à la C.G.T.

Les journaux du 8 avril ont annoncé que, la veille, aux Etats Généraux du Travail, les 3.000 délégués présents avaient adopté à l'unanimité le manifeste-programme de la Confédération générale du Travail.

Que représente au juste cette unanimité, et dans quelle mesure la résolution adoptée est-elle représentative de l'état d'esprit des masses confédérées ?

Je tiens à préciser tout d'abord que je n'entends pas aborder le fond et considérer le programme de la C.G.T. de notre point de vue syndicaliste révolutionnaire ; je ne donnerai même pas mon opinion générale sur ces manifestations de la C.G.T. ; je me bornerai à l'énoncé de quelques faits, d'apparence secondaire, mais néanmoins essentiels parce qu'ils sont révélateurs de fâcheuses pratiques ; il serait heureux que ces notes puissent servir à amorcer une étude d'ensemble sur la démocratie syndicale à la C.G.T.

Un exemple de Congrès régional

Précédant les Etats Généraux du Travail dont ils étaient la préparation, des Congrès régionaux se tinrent dans toutes les grandes villes de province durant le mois de mars.

A Marseille, *le 18 mars,* 607 *congressistes représentent* 189 *organisations : syndicats, petits commerçants, dirigeants de coopératives agricoles, etc... La séance de la matinée est tout entière prise par l'allocution du président et l'exposé de Bélin ; à* 12 *h.* 30, *le président Chauffard demande à l'assemblée si elle juge utile de tenir une seconde séance, ou bien si elle estime qu'une discussion de quelques minutes suffira ; une partie de l'assemblée aurait accepté cette deuxième solution et voté le manifeste sans discussion, si un délégué des Alpes-Maritimes n'était intervenu vigoureusement et proposé de reprendre le congrès l'après-midi à 14 h. 30 ; l'assemblée l'approuva.*

Donc, à 14 h. 30, le Congrès reprend : de nombreux délégués se succèdent, approuvant, désapprouvant, critiquant, jugeant insuffisant le programme de la C.G.T. La salle devient nerveuse. Un incident regrettable oppose violemment un délégué des Alpes-Maritimes à un camarade chargé du service d'ordre. Des congressistes quittent la salle. Bélin parvient à rétablir le calme, répond aux critiques, et le président Chauffard « propose, étant donné le grand nombre de motions déposées, d'émettre un vote d'unanimité sur le manifeste-programme de la C.G.T. ».

Alors se place un escamotage de vote très réussi : Chauffard prononce les formules sacramentelles : « Que ceux qui sont d'avis d'adopter le programme de la C.G.T. le manifestent en levant la main ; avis contraire ; adopté à l'unanimité » ; et la séance est levée. Le tout en moins de trois secondes. Les Alpes-Maritimes n'ont pas voté pour ; les délégués se regardent ahuris ; un camarade bondit à la tribune, proteste « que la délégation des Alpes-Maritimes n'a pas voté pour ».

Chauffard promet que les compte-rendus porteront que le vote a été acquis à la *majorité ; et que* les *motions* déposées seront publiées dans la presse.

Deux jours après, le Peuple *nous apprenait que nous avions unanimement approuvé le manifeste ; et les motions déposées n'ont jamais été insérées.*

C'est ainsi que l'on « écoute la voix de la base » !

Aux Etats-Généraux

A Paris, nous allions constater à nouveau que la voix de la base est souveraine... seulement quand elle approuve.

Samedi 7 avril, 14 heures, salle de la Mutualité. Des fauteuils. Pas de tables. 3.000 délégués environ. Guiraud préside.

De 14 h. 30 à 17 h. 35, long défilé d'orateurs, dont Guiraud possède la liste, évidemment établie avant le Congrès.

Des protestations, des cris : « Dégonflage » quand Jouhaux et Guiraud nous apprennent que la manifestation du lendemain n'aura pas lieu.

Applaudissements enthousiastes quand Juvin, des petits commerçants, pose la question qui est dans tous les esprits : « Par quels moyens réalisera-t-on le programme de la C.G.T. ? »

A 17 h. 35, Guiraud, s'adressant aux délégués, s'informe si l'on a des observations à présenter ; il conseille aux orateurs éventuels de parler de leur place (notez que la salle est immense et que les autres orateurs — ceux qui approuvent — ont parlé devant un micro) ; de plus, il prie les orateurs d'être brefs car « la salle doit être libre à 18 heures » (donc dans 25 minutes). Stupeur !

Thirion, des P.T.T., refuse de prendre la parole dans ces conditions ; le délégué des Alpes-Maritimes monte à la tribune et formule à nouveau la préoccupation générale : « Quels sont les moyens que préconise la C.G.T. pour l'application de son programme ? »

Ici, une remarque : à Marseille, le bruit avait couru — où prit-il naissance ? — que la délégation des Alpes-Maritimes était composée de communistes, et l'orateur que nous avions chargé de défendre notre position, s'entendit — dans la salle — traiter de provocateur ; à Paris, de bouche à oreille, le même bruit s'était transmis : « Ce sont des communistes », et quand le délégué des Alpes-Maritimes prit la parole, un de ses camarades put entendre un voisin demander : « Combien a-t-il reçu de Moscou ? »

De telles calomnies savamment lancées sont très graves, car nul n'ignore que dire d'un orateur, principalement dans les milieux confédérés, qu'il est communiste, c'est, par avance, détruire toute la portée éventuelle de son argumentation.

L'intervention de Jouhaux ne satisfit pas l'assemblée. Les congressistes réclamaient manifestement : une manifestation publique *pour le lendemain, des précisions sur* les méthodes *d'application du programme, une action plus virile des dirigeants de la C.G.T. Aucune de ces questions ne reçut la réponse que les congressistes attendaient : pas de manifestation pour le lendemain, aucun* pas vers l'action directe *; quant aux « moyens », Jouhaux n'en écarte aucun : le premier qu'il envisage est une* propagande intense, *en profondeur, qui sera entreprise, dit-il, « dès la semaine prochaine ». Une circulaire postérieure devait nous apprendre qu'elle était renvoyée après le* 1er *mai.*

Son exposé terminé, Jouhaux lit la résolution connue sous le titre la Réorganisation Economique *dans* la *liberté. Cette résolution, longue de quatre pages imprimées, les délégués n'en ont eu connaissance qu'au début du Congrès, à 14 heures : comment pouvaient-ils se prononcer sans une discussion approfondie sur un texte aussi long et aussi touffu où « la condamnation du capitalisme » se mêle « au respect de l'intérêt général » ?*

Mis aux voix, le manifeste-programme est adopté dans l'indifférence à peu près générale, et le mécontentement évident de l'assemblée.

Et c'est dans ces conditions que, le lendemain 8 avril, le Peuple *put se féliciter de l'approbation enthousiaste que le manifeste confédéral avait reçue des 3.000 délégués présents à la Mutualité !*

FELCE.

Un fleuve de sang

FAITS ET DOCUMENTS

Laval et Hudelo-Stavisky Si ceux des types de bonne foi qui ont manifesté le 6 février, au cri de « A bas les voleurs ! », « Stavisky », ne sont pas contents du ministère qu'ils ont fait, c'est que vraiment ils sont difficiles. Il est établi maintenant qu'au premier rang de leurs ministres figure un protecteur avoué de Stavisky et de son homme de paille, l'ex-préfet Hudelo : le bandit Laval. Voici à cet égard le commentaire de Bayet dans la *Lumière :*

Peu de choses, dans cette triste affaire, laissent une impression aussi désagréable que les dépositions et interrogatoires de MM. Mouton, Rateau et Laval.

M. Laval reconnaît avoir reçu, en octobre 1929, M. Hudelo accompagné de Stavisky. Stavisky se présente, comme de juste, sous le nom d'Alexandre. Tel quel, il produit sur M. Laval une si mauvaise impression que celui-ci refuse de le revoir. Mais il n'a pas l'idée de prendre des renseignements sur lui.

Après avoir vu M. Laval, M. Hudelo se rend chez M. Mouton, directeur au Ministère de la Justice, pour demander qu'en cas d'information judiciaire, on ait pour lui des ménagements spéciaux.

Ici, première affaire trouble.

Sur une note écrite de sa main, en 1929, M. Mouton déclare qu'il a reçu non seulement la visite de M. Hudelo, mais celle de M. Pierre Laval.

Il ajoute : « L'un et l'autre m'ont exprimé ardemment le souhait... »

Si M. Mouton, dans cette note, dit la vérité, M. Laval est intervenu en 1929 en faveur de M. Hudelo qu'il savait l'ami du louche Alexandre.

Mais, coup de théâtre : M. Mouton, l'auteur de la note, déclare à Guernut que ce qu'il a écrit en 1929 est brutalement contraire à la vérité, qu'en réalité il n'a pas reçu M. Laval.

Du coup, une question se pose. Incontestablement, M. Mouton a menti, soit en 1929, soit en 1934.

Si c'est en 1934... Mais je prends l'autre hypothèse : le mensonge est de 1929. Avec une précision totale, M. Mouton écrit, à cette date, que M. Laval a fait auprès de lui une démarche déshonorante, alors qu'en fait cette démarche n'a pas eu lieu.

On se dit qu'en présence d'une calomnie aussi monstrueuse, d'un mensonge aussi gratuit, M. Laval va s'emporter contre l'homme qui a tenté de le déshonorer. Au lieu de cela, M. Laval rend hommage à M. Mouton comme à un « grand fonctionnaire ».

M. Laval a des idées assez spéciales sur ce qui fait la « grandeur » des serviteurs de l'Etat. Il a également une mansuétude admirable pour un homme qui, en tout état de cause, a menti une fois ou l'autre.

Avec la meilleure volonté du monde on ne peut s'empêcher de trouver tout cela bien étrange. Et, si M. Mouton a accusé à tort M. Laval, on ne s'explique pas bien comment M. Mouton est en liberté, et comment il siège au Conseil d'Etat.

Seconde affaire.

Dans cette histoire de la *Foncière*, le Ministre des Finances, M. Chéron, a demandé des poursuites ; le Ministre du Travail, M. Loucheur, a refusé de porter plainte.

Pris entre ces deux Excellences, le Parquet demande que les ministres se mettent d'accord entre eux et avec M. Péret, Garde des Sceaux.

A ce moment-là, d'après M. Péret, une conférence a lieu entre les ministres intéressés.

Une note dont je ne comprends pas si elle est de M. Rateau ou de M. Péret déclare : « J'ai parlé de cette affaire au Conseil avec Pierre Laval et Paul Reynaud, et nous sommes d'avis de ne pas donner suite ».

Si cette note dit vrai, la forfaiture est caractérisée : sans doute M. Reynaud est hors de cause (une lettre de lui le prouve), mais MM. Péret et Laval sont intervenus pour arrêter le cours de la justice en faveur de M. Hudelo et, circonstance aggravante, en faveur de ce « Monsieur Alexandre » qui avait fait sur M. Laval une si détestable impression.

Reste donc à savoir si la note du Ministère de la Justice est mensongère, si M. Péret déclare faussement avoir parlé à M. Laval, alors qu'en réalité il ne lui aurait pas parlé.

On ne peut *a priori* écarter l'hypothèse d'une fausse déclaration de M. Péret. Depuis l'affaire Oustric, il est suspect.

Mais interrogé sur cette fameuse conférence, M. Laval fait cinq réponses :

1° « La conférence n'a pas eu lieu ; »

2° « Puisque M. Péret l'a noté, c'est qu'il a dû m'en parler ; »

3° « S'il y a eu un entretien rapide, je n'en ai pas gardé le souvenir ; »

4° « M. Raoul Péret a dû parler, avant ou après le Conseil, rapidement de cette affaire ; »

5° « M. Raoul Péret m'en a parlé, la conversation a été banale, et j'ai dû me borner à préciser que l'affaire a été réglée par mon prédécesseur. »

Je le dis sans parti-pris : cette multiplicité de réponses est à la fois ahurissante et inquiétante.

Comment M. Laval peut-il dire qu'il ne se souvient d'aucun entretien et que cet entretien a été rapide ?

Comment se fait-il que l'entretien, même rapide, ne l'ait pas frappé, puisqu'il s'était occupé personnellement de l'affaire et avait été inquiété par les allures d'Alexandre ?

Comment ne se rend-il pas compte que ce défaut de mémoire est particulièrement fâcheux dans une affaire où il y va de son honneur, puisque c'est à la suite de cet entretien que l'affaire staviskyenne a été classée ?

Ici encore, le dilemme s'impose : ou M. Péret a menti en déclarant que M. Pierre Laval était d'avis de classer l'affaire, et M. Péret doit aller en prison. Ou M. Péret n'a pas menti, et M. Laval est coupable.

Face à ce dilemme, beaucoup penseront qu'une amnésie est une réponse insuffisante.

Ce n'est pas tout, et voici la troisième affaire qui, elle, n'est même plus trouble, mais d'une clarté cruelle.

Une nouvelle intervention de M. Chéron (auquel on a plaisir à rendre hommage) brise les résistances de la Chancellerie, triomphe de l'inertie du Parquet. Les administrateurs de la *Foncière* de Stavisky vont enfin être poursuivis.

Alors — de son propre aveu — M. Laval prend son téléphone et demande à M. Donat-Guigue, procureur général, un délai de huit jours.

Vous avez bien lu : s'agissant d'une affaire qui traînait lamentablement depuis des mois et des mois, au profit de « Monsieur Alexandre », au dommage de ses actionnaires, M. Laval ne demande pas que la justice rattrape enfin le temps perdu, aille droit au fait.

Il demande un délai !...

Cette demande, dit-il, n'avait pas d'intérêt pratique, elle n'a pas eu d'effet. Il est vrai que, par bonheur, elle n'a pas eu d'effet. Mais elle n'en était pas moins scandaleuse. Elle était doublement inadmissible de la part d'un homme qui avait été personnellement saisi de l'affaire et qui avait eu d'Alexandre une impression désastreuse.

Mais il y a plus. M. Laval a reconnu devant la commission que, s'il avait sollicité cet incroyable délai, c'était pour que M. Loucheur pût faire une démarche auprès de M. Germain-Martin, ministre des Finances.

Il aurait suffi, en effet, d'une décision de M. Germain-Martin pour que Stavisky fût de nouveau sauvé. La démarche de l'homme d'Etat considérable qu'était M. Loucheur pouvait avoir ce résultat. Et c'est pour que cette démarche pût avoir lieu que M. Laval a pris son téléphone...

La lutte pour la Chine : l'alliance franco-russe contre une alliance germano-japonaise

Nous extrayons d'un article de G.-R. Tabouis paru dans la grande presse régionale, et notamment dans le *Petit Marseillais* le passage suivant (ce qui est souligné l'a été par nous) :

M. Barthou a eu, hier, un très long entretien avec M. Rosemberg, conseiller soviétique à Paris. Notre ministre a tenu à le mettre au courant de la façon dont, après le voyage à Varsovie, se posait la question de la collaboration de la Russie à la S.D.N. et de son rôle futur dans l'organisation de la sécurité mondiale. Bien que les Polonais ne se soient pas montrés partisans chaleureux de l'entrée des Soviets à Genève, ils ne peuvent cependant s'y opposer. D'ailleurs, le résultat que l'on est en droit d'attendre du voyage de M. Barthou est bien l'amélioration des relations entre la Pologne et la Russie.

Il est intéressant de noter que, pendant ce voyage, le ministère des affaires étrangères à Paris avait déjà repris les négociations avec les Soviets, négociations interrompues depuis le départ de M. Paul-Boncour. *D'ailleurs n'est-on pas bien obligé de constater aujourd'hui, que cet immense pays qu'est la Russie, est un des seuls qui aient, en Europe, avec la France et la Petite-Entente, des intérêts absolument concordants ?*

Il est probable, également, que MM. Barthou et Rosemberg se sont entretenus des derniers agissements du gouvernement japonais, et notamment de la proclamation de la doctrine de Monroë asiatique par rapport à la sécurité mondiale. D'après nos informations, on ne se dissimulerait pas, en haut lieu, qu'*un certain accord entre le ministre des affaires étrangères japonais, M. Hirota, et le président de la République chinoise, le général Chang Kai Tchek serait en discussion sous les auspices de von Seekt, l'ancien commandant de la Reichswehr, aujourd'hui conseiller militaire de la république chinoise.*

Le fond de cet accord visant, sans contredit, la suprématie japonaise sur ce continent, ne serait naturellement pas très favorable aux Européens en Chine, à ce que l'on sait, mais c'est surtout la collusion germano-japonaise contre la Russie qui doit principalement, aujourd'hui, retenir l'attention des hommes politiques européens.

A ce sujet, nous ne savons pas si M. Rosemberg a exposé à M. Barthou l'état actuel de la nouvelle armée sibérienne russe préposée à la défense de la Russie. Mais en tous cas, nous croyons intéressant, à ce sujet, de publier ce qui suit d'après une source anglaise dont l'autorité ne doit point être mise en doute :

« En 1932, les Soviets n'avaient pas la force militaire nécessaire pour s'opposer à l'occupation japonaise de la Mandchourie ; l'armée rouge de l'Est, commandée par le général Bluecher, qui, en 1929, avait fait un raid en Mandchourie pour assurer les droits russes sur le chemin de fer Est-Chinois, était à la fois trop petite et trop dépendante des secours devant lui venir de la Russie européenne pour pouvoir s'opposer à l'armée japonaise. Mais, en deux ans, tout a changé. Le programme des Soviets dans l'Est eut deux buts : le premier, d'améliorer les communications avec le centre de la Russie, et le second de créer toute une colonisation en Russie orientale, de façon à ce que l'armée sibérienne puisse vivre sur place absolument indépendante. »

La première partie du programme a été à peu près réalisée par la construction d'une deuxième ligne de chemin de fer : Samara (Centre Russie)-Larymskaya, près de Vladivostock ; une autre ligne vient d'être établie : Naubaikal-Amur-Ussuri, longeant la frontière de la Mandchourie. Ce travail a été fait par les prisonniers politiques, au nombre de cent mille environ, assujettis à la discipline militaire.

La deuxième partie du programme comportait, comme nous le disions plus haut, la colonisation des territoires de l'Est, afin de faire vivre l'armée sur place. Le 15 août 1933, un comité spécial, sous la direction de l'ex-commandeur du district militaire de Moscou, Muraloff, s'installa dans ce but, et commença à travailler. Tout d'abord, les frontières mandchouriennes furent nettoyées d'éléments indésirables, et des avantages particulièrement séduisants furent accordés à tous les Russes qui voulurent bien venir se fixer dans cette partie de la Russie orientale. Un rapide afflux de population fut-il aussitôt enregistré ; de nouvelles industries virent rapidement le jour dans le canton du lac Baïkal, et une exploitation charbonnière du plus grand avenir débuta sur la rivière Bureya (1). On pense donc qu'ainsi, l'armée rouge d'Extrême-Orient vivra sur elle-même, sans avoir aucunement besoin des Européens qui, cependant, depuis la création des nouvelles lignes de chemins de fer, pourraient aisément venir à son aide. Cette nouvelle armée rouge se compose exactement de 13 divisions d'infanterie disséminées dans toute la région entre le Baïkal et Vladivostock. Ces troupes sont à tout moment sur le pied de guerre ; chaque division compte dix mille hommes, soit trois régiments et un bataillon en extra, qui possède dix batteries d'artillerie. Ces régiments possèdent chacun dix pièces de grosse artillerie mobile de campagne, et la force totale de cette armée est à peu près de 10.000 cavaliers, 150.000 hommes, avec les pièces d'artillerie de campagne, 500 mitrailleuses, 500 mortiers légers, 400 petits tanks, plusieurs gros, 4 à 5.000 fusils-mitrailleuses et 400 aéroplanes.

En plus, on sait qu'une base d'avions a été organisée à Irkoutsk, en même temps qu'une usine à gaz asphyxiants à Kemerovo, dans l'Ouest sibérien, là où le matériel nécessaire est à portée de la main. Enfin, de grosses réserves de pétrole ont été faites. Quant à la défense de Vladivostock, toujours difficile à assurer, elle l'est aujourd'hui par une armée résidant à Chita et placée de façon à pouvoir rapidement envahir la Mandchourie dans la direction de Kharbine et de la capitale Hainking.

(1) Naturellement nous ne prenons pas à notre compte ces déclarations optimistes — qui rappellent tout à fait le fameux « rouleau compresseur ». (N.D.L.R.).

ENTRE NOUS

Nos notes sur l'U.R.S.S.

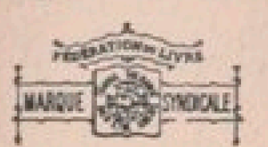
Nos lecteurs ont pu constater que depuis quelques numéros nous publions régulièrement des notes sur l'U.R.S.S. signées M. Yvon.

Indiquons que l'auteur de ces notes a habité *onze ans* l'U.R.S.S. Rien donc d'un « touriste ». Ce n'est pas davantage un « spécialiste » engagé à titre étranger, ni un politicien attaché à un quelconque bureau de l'I.C. ou de l'I.S.R., mais un « producteur » vivant de la même vie et selon les mêmes conditions que le travailleur russe, qui a passé par tous les grades de la hiérarchie industrielle, depuis celui d'ouvrier jusqu'à celui de directeur technique de trust, et qui, dans ses différentes fonctions, a eu à résider dans les régions les plus diverses, de Moscou aux extrémités les plus lointaines de la Sibérie.

Les commentaires que lui suggèrent les nouvelles publiées par la presse soviétique s'appuient donc sur une expérience qui — vu les difficultés quasi-insurmontables qu'oppose l'U.R.S.S. à la sortie de Russie des travailleurs russes — n'a pas d'égale en France à l'heure actuelle.

Ce n'est pas seulement *un témoin*, c'est LE *témoin*.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.



COOPÉRATIVE OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE ÆGITNA, 27, RUE DE CHATEAUDUN, 27 CANNES. — TÉLÉPHONE : 35-59. —

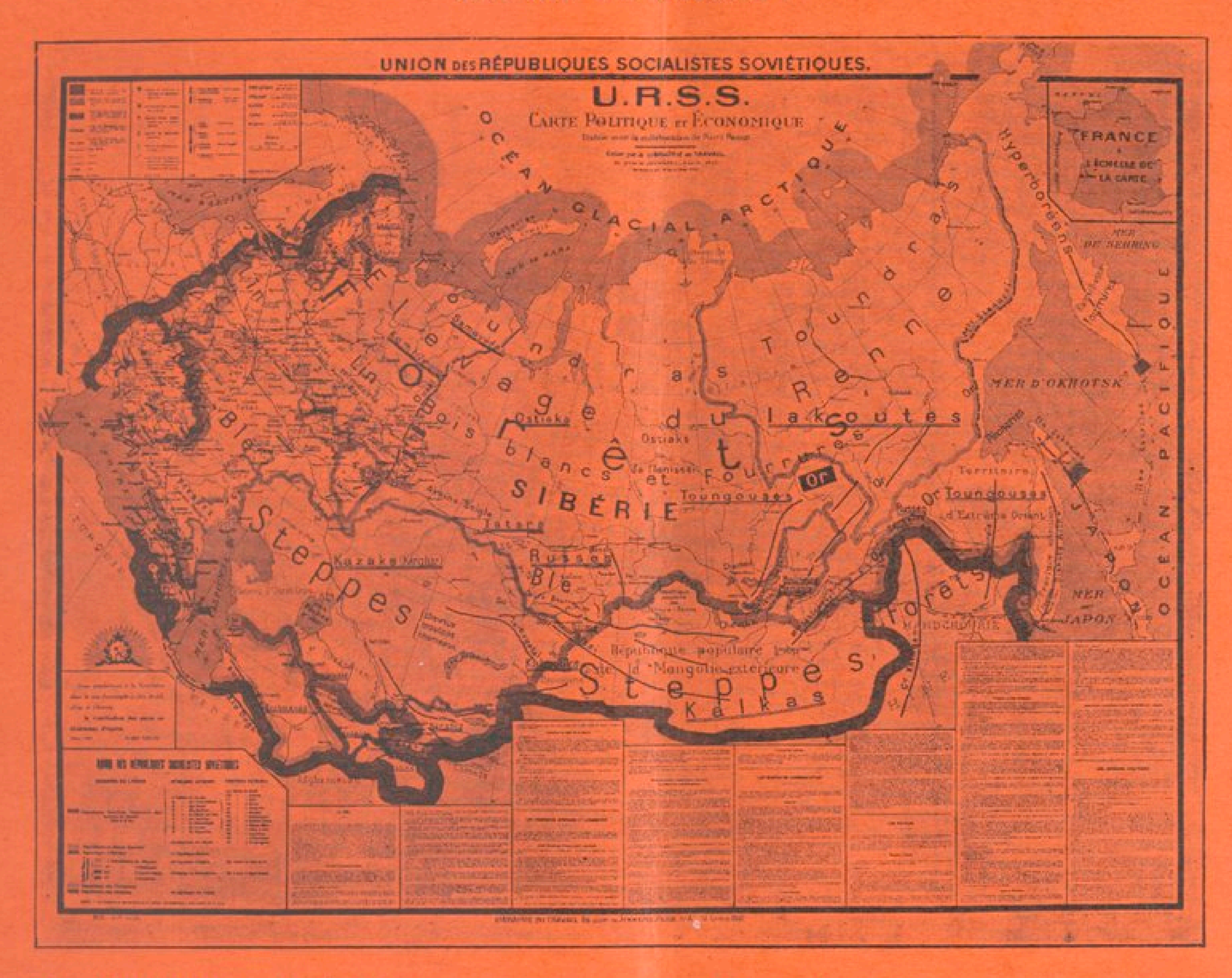
Pour suivre ce qui se dit sur l'U. R. S. S. il vous faut la

GRANDE CARTE MURALE DE L'U.R.S.S.

de 1 m. 30 de large et 1 m. de haut, en couleurs

Politique, Ethnique, Economique

dont voici une réduction :



La LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, Rue de Sambre-et-Meuse, Paris X^e, vous l'adressera franco, contre 15 francs, envoyés à son compte de chèques postaux : 43-08

Pour juger de l'exactitude des déclarations de Daladier sur la presse devant la Commission d'enquête, lisez :

«...L'ABOMINABLE VÉNALITÉ DE LA PRESSE»

par **A. RAFFALOVITCH**

Ancien Conseiller de la Russie Czariste à Paris

C'est un document unique.

Édité par la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris X^e. C. P. Paris 43-08

Prix : **25** francs